

BENOÎT ERS & VINCENT DUGOMIER



Les enfants de la
RÉSISTANCE

1. PREMIÈRES ACTIONS

LE LOMBARD



Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier

Les témoignages d'enfants sur la guerre



Les témoignages oraux

Nous avons encore presque tous un membre de notre famille qui a vécu la Seconde Guerre mondiale. Il a sans doute échangé avec vous depuis longtemps ses souvenirs les plus marquants. L'ensemble de ces témoignages est un immense trésor, mais il est éparpillé et chaque famille n'en détient qu'un fragment. Avec le temps, les souvenirs ont parfois évolué mais l'émotion au cœur de l'anecdote est toujours restée intacte.

Ci-contre : Les enfants d'une classe dans les années 1940.

Pour ce récit, les auteurs ont utilisé quelques souvenirs familiaux qu'ils connaissaient depuis longtemps. Mais en questionnant à nouveau leurs aînés, ils ont découvert des détails insoupçonnés, car jamais révélés. Sans doute par pudeur, ou pour rester fidèles à la version racontée alors qu'ils étaient enfants.

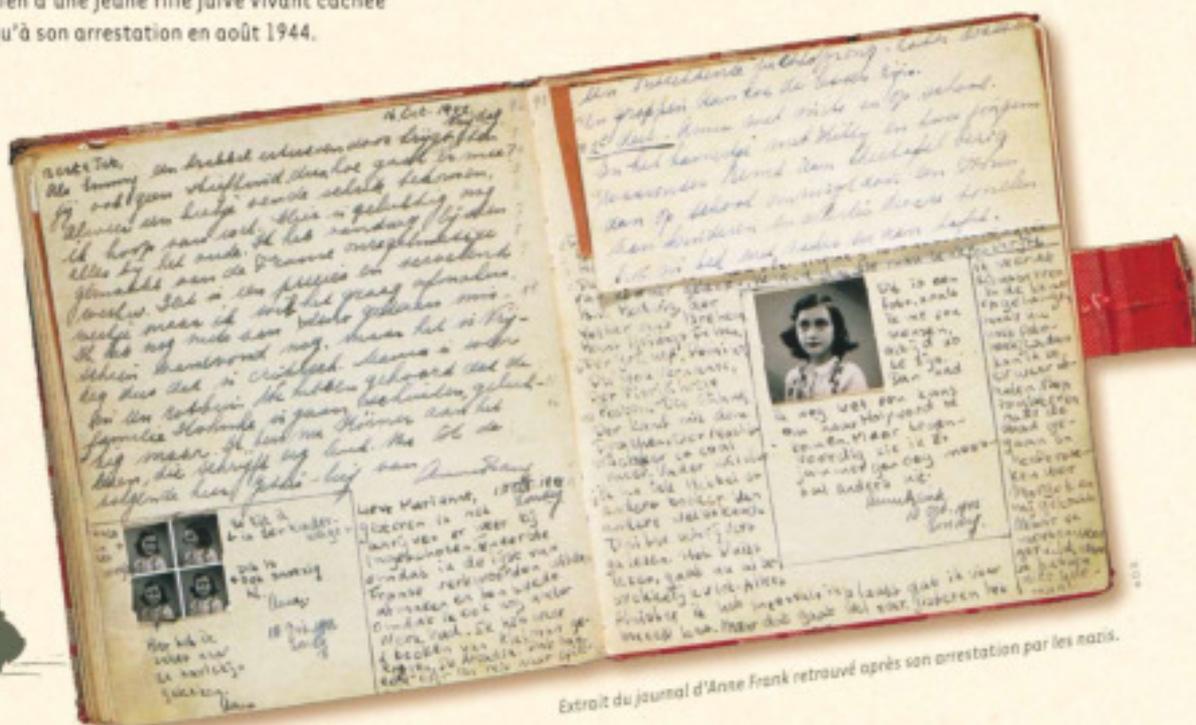
De nombreux enfants et adolescents ont tenu un journal pendant la guerre. Certains ont été publiés en livre ou sur Internet. D'autres ont servi de fil conducteur à des reportages pour la télévision ou ont même fait l'objet d'un film.

Les Enfants de la Résistance, un témoignage inventé

Ce récit en BD a été imaginé par les auteurs, comme s'il était l'adaptation d'un vrai journal. François, le garçon rebelle du village de Pontain l'Écluse, fait partie de ces gamins que la guerre a rendus plus vite matures. Les enfants parlent juste et sans censure, c'est ce qui fait la force de leurs témoignages. Le plus célèbre d'entre eux est *Le Journal d'Anne Frank*. Il raconte le quotidien d'une jeune fille juive vivant cachée à Amsterdam jusqu'à son arrestation en août 1944.

Un vécu longtemps gardé secret

Il faut aussi rappeler qu'il y a 75 ans, les enfants n'étaient pas encouragés à s'exprimer comme aujourd'hui. Et encore moins s'il s'agissait de parler d'un drame. Une génération entière d'enfants dut souffrir en silence. Quant aux journaux intimes, ils étaient par définition secrets et donc rédigés avec plus de liberté. Mais leur but n'était pas d'être rendus publics.



Extrait du journal d'Anne Frank retrouvé après son arrestation par les nazis.

La situation en France au moment de l'armistice

L'Allemagne nazie a attaqué la France, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg le 10 mai 1940. Avant ça, elle avait déjà annexé l'Autriche ainsi qu'une partie du territoire tchécoslovaque et envahi la Pologne, le Danemark et la Norvège.



Photo de propagande allemande montrant une colonne de prisonniers français en mai 1940.

La débâcle

À la mi-juin 1940, l'armée française ne peut plus échapper à la défaite. Le maréchal Pétain, qui avait joué un rôle important lors de la Première Guerre mondiale, avait été appelé à l'aide par le gouvernement. Face à la débâcle, il devient le chef du gouvernement le 16 juin et, dès le lendemain, il fait cesser les combats. L'armistice est signé le 22 juin. Le 10 juillet, le maréchal devient le chef de l'État français, dont le siège est installé à Vichy. Ce gouvernement supprime les institutions républicaines, réduit les libertés fondamentales et engage le pays dans la collaboration avec l'Allemagne nazie.

L'Appel du 18 juin

Le général de Gaulle a choisi une voie opposée à celle du maréchal Pétain. Il a rejoint l'Angleterre le 17 juin et, dès le 18, il donne un discours à la radio de Londres dans lequel il appelle les Français à continuer le combat. C'est le célèbre « Appel du 18 juin ». Cet appel, peu entendu au début, sera rediffusé et publié dans la presse encore libre. Le bouche à oreille fonctionne et, au final, le discours atteint son but : apporter l'espoir. Ce texte est considéré comme fondateur de la Résistance intérieure française.

La carte de la France de 1940 à 1942

La France est divisée en deux grandes zones (vous trouverez une carte au début et à la fin de ce livre) : la zone occupée par les Allemands et la zone libre administrée par l'État français de Vichy qui collabore avec l'ennemi. La zone occupée présente des particularités. Le bord de mer est « zone interdite » et les nazis y construiront des défenses stratégiques. Une « zone de peuplement allemand » est réservée pour l'installation de populations de langue allemande. L'Alsace et la Lorraine ont été annexées par l'Allemagne. Pour finir, le nord du pays est rattaché au commandement allemand de Bruxelles.

Le village de Pontain l'Écluse de François et Eusèbe a été inventé pour ce récit. Les auteurs l'imaginent en zone occupée, entre Langres et Dijon.



Le général de Gaulle s'exprimant à la radio de Londres.

"Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver (...) à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres."

GÉNÉRAL CHARLES DE GAULLE.
EXTRAIT DE L'APPEL DU 18 JUIN.



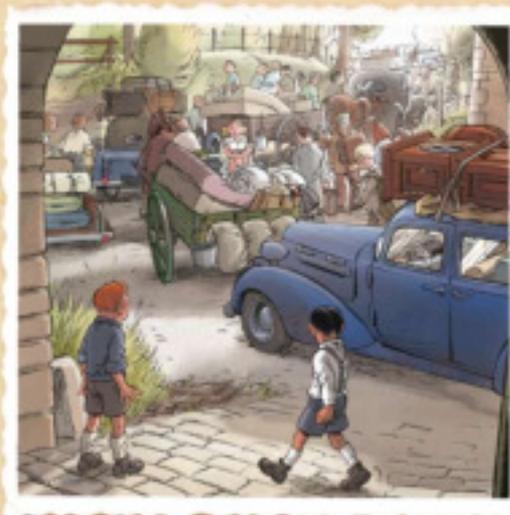


L'exode des populations civiles

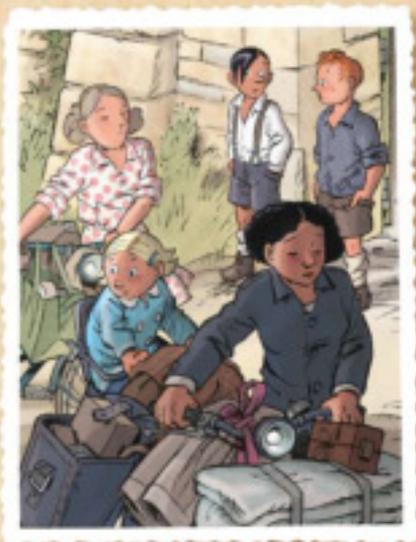
L'exode de 1940 est un des mouvements de masse les plus importants en Europe. Près de 10 millions de civils ont fui la violence des combats.

Pourquoi cet exode massif ?

L'ampleur de l'exode de 1940 s'explique par l'avancée rapide de l'armée allemande. Se retrouvent pêle-mêle des familles françaises, hollandaises, belges et luxembourgeoises. On se souvient de l'invasion allemande, terrifiante, de 1914. Les soldats allemands de 1914 pensaient que des civils utiliseraient des armes contre eux, ce qui les avait poussés



à massacrer beaucoup d'hommes et à détruire des maisons. En 1940, la peur chez les civils de la répétition de ce drame joua pour beaucoup. Les deux tiers de la population de Paris avaient fui, alors que la ville ne connut pas de combats.



Réfugiés français sur la route de l'exode.

PONTAIN
L'ÉCLUSE



Les attaques de l'aviation

À cette époque, la plupart des familles n'ont pas d'automobile. C'est donc souvent à pied, et en tirant des charrettes surchargées, que les gens fuient. Les conditions sont très dures. Les réfugiés passent les nuits dans les fossés le long des routes et les ravitaillements sont rares. L'exode provoque un gigantesque embouteillage qui gêne les mouvements des troupes françaises et anglaises venues en aide. L'aviation allemande attaque sans distinction les colonnes militaires ainsi que celles des réfugiés, provoquant de nombreux morts.



Enfants ayant survécu à un bombardement.

Un lent retour

À l'armistice, les réfugiés se trouvent dans une situation de grande détresse. Beaucoup sont bloqués dans la moitié sud de la France, la zone libre. Les populations de certaines villes ont triplé. Les familles sont dispersées. La situation de Lisa était courante, puisque 90 000 enfants se sont perdus, et il y avait de nombreux orphelins. Les journaux publient des listes sans fin d'avis de recherche. L'armistice prévoit le retour des réfugiés. Priorité aux agriculteurs, cheminots, ouvriers, médecins, instituteurs... Les nazis ont exclu le retour des communistes, étrangers, juifs, Alsaciens et Lorrains.



Char français FCM36 abandonné dans un fossé lors de la défaite de 1940.

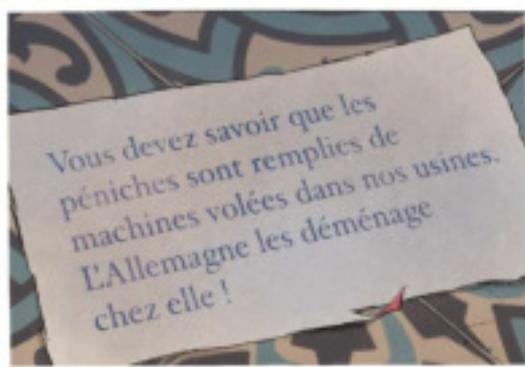
Rentrés chez eux, endeuillés et déshonorés, les réfugiés ont dû faire face aux difficultés de l'occupation et n'ont pas eu d'autre choix que d'enfourer leurs souffrances. Ce drame a touché, de près ou de loin, chaque famille de France. À l'heure où le nombre de réfugiés n'a jamais été aussi important dans le monde, il est utile de se souvenir que nos grands-parents ont aussi été un jour des réfugiés.



La Résistance en 1940

Pendant la Première Guerre mondiale, des groupes de lutte clandestine ont existé en Belgique et dans la partie du territoire français occupé. On ne peut pas les comparer à la Résistance qui a existé pendant la Seconde Guerre mondiale. Le mot « Résistance » n'est d'ailleurs jamais utilisé et, en 1940, ce mot n'a pas encore le sens qu'il aura à la fin de la guerre et qu'il conserve encore aujourd'hui. Il définira un ensemble de réseaux qui vont lutter contre l'envahisseur dans toute la France. C'est la Résistance intérieure française.

Les premiers résistants durent improviser avec des moyens souvent dérisoires, comme cette imprimerie en jouet, pour rédiger leurs tracts.



Au début

Dans l'Appel du 18 juin, le général de Gaulle utilise le mot « résistance ».

En réalité, il encourage l'esprit de résistance des Français, mais il ne s'adresse pas à LA Résistance qui n'existe pas encore en 1940.

Tout au long de la guerre, l'espérance de vie d'un résistant était courte. Par conséquent, les survivants, et donc les témoignages sur les tout débuts de la Résistance, sont peu nombreux. Germaine Tillion, ethnologue au musée de l'Homme de Paris, a fait partie

de ces premières personnes à refuser l'armistice. Elle résume son engagement par ces mots : « La Résistance s'est réalisée dans l'urgence : ce ne sont pas les réseaux qui cherchaient des volontaires mais des volontaires qui cherchaient des organisations. La Résistance devait organiser des évasions, informer la population soumise à la propagande nazie et soutenir les Anglais. »

"Au terme de mon parcours je me rends compte combien l'homme est fragile et malléable. Rien n'est jamais acquis. Notre devoir de vigilance doit être absolu. Le mal peut revenir à tout moment, il couve partout et nous devons agir au moment où il est encore temps d'empêcher le pire."

GERMAINE TILLION. 1907-2006.
ENTRÉE EN RÉSTANCE EN JUIN 1940.



Tout est à inventer

Les premiers à se rebeller ne rejoignaient donc pas la Résistance, ils l'inventaient. Il leur fallait trouver un moyen de lutter de manière efficace contre l'envahisseur-oppresseur. Les gens qui voulaient agir étaient totalement isolés et se trouvaient face à une tâche immense. Le Réseau du musée de l'Homme fut un des premiers à se créer, mais aussi à disparaître dès mars 1941. La plupart des membres du Réseau ont été fusillés et les autres déportés dans des camps en Allemagne. Ce ne fut que le début du lourd prix que la Résistance paya tout au long de la guerre.



La propagande du maréchal Pétain s'apparentera à un véritable culte de la personnalité.

Entrer en résistance

En dehors de ce réseau bien connu, il y a eu, dès le début de la guerre, des milliers de petits gestes de résistance dont on n'a jamais parlé. Appartenir à un réseau n'était pas une obligation pour agir. Mais une fois qu'on commençait à se rebeller, il était difficile de revenir en arrière. Il fallait chercher des complices, même si ça pouvait être dangereux. Agir, c'était se mettre en danger. Se rebeller après la débâcle et l'armistice demandait donc une

très grande force morale. Surtout, il fallait dépasser le sentiment général de résignation. N'oublions pas qu'il est toujours très difficile d'oser un comportement différent du comportement collectif. Les Français étaient troublés par une série d'éléments. Les nazis tentaient d'améliorer leur image auprès de la population occupée et il y avait la présence du maréchal Pétain à la tête de l'État. C'était un héros de la Première Guerre mondiale et son

image était très positive. Il n'était donc pas facile de choisir un camp pendant l'été 1940. Les premières personnes qui ont osé résister ont eu pour mission d'informer la population sur la situation et de l'encourager à résister avec eux.



Arrestation de résistants. Les photos de résistants de 1940 sont à peu près introuvables. Aussi s'agit-il ici d'une photo datant de 1944.





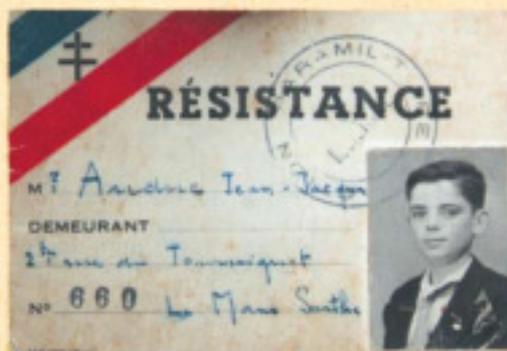
Des enfants dans la Résistance ?

Il y avait beaucoup de jeunes dans la Résistance, voire de grands adolescents, mais les enfants étaient très peu nombreux. Pour des raisons évidentes de sécurité, il ne leur a pas véritablement été permis de s'engager dans la Résistance, mais plutôt de rendre des services. Principalement dans le renseignement et le transport de messages ou de petits colis. Vu leur jeune âge, ils n'inquiétaient pas les Allemands et certains de ces enfants furent très utiles.

Il y a ainsi l'anecdote de Jean-Jacques Auduc, 12 ans, qui, jouant avec un cerf-volant, put s'approcher d'un terrain d'aviation afin de l'espionner. Une opération qu'aucun adulte n'aurait pu réaliser. Cette action lui vaudra la Croix de guerre. Raconté ainsi,

cela ressemble à un jeu amusant, mais n'oublions pas que l'enfance de ces jeunes fut volée par quatre années de guerre.

Carte de résistant de Jean-Jacques Auduc. Ce type de document a été édité après la guerre, en reconnaissance de services rendus. Dans un souci évident de sécurité, jamais un résistant n'aurait circulé avec un tel document sur lui.



Nos sources

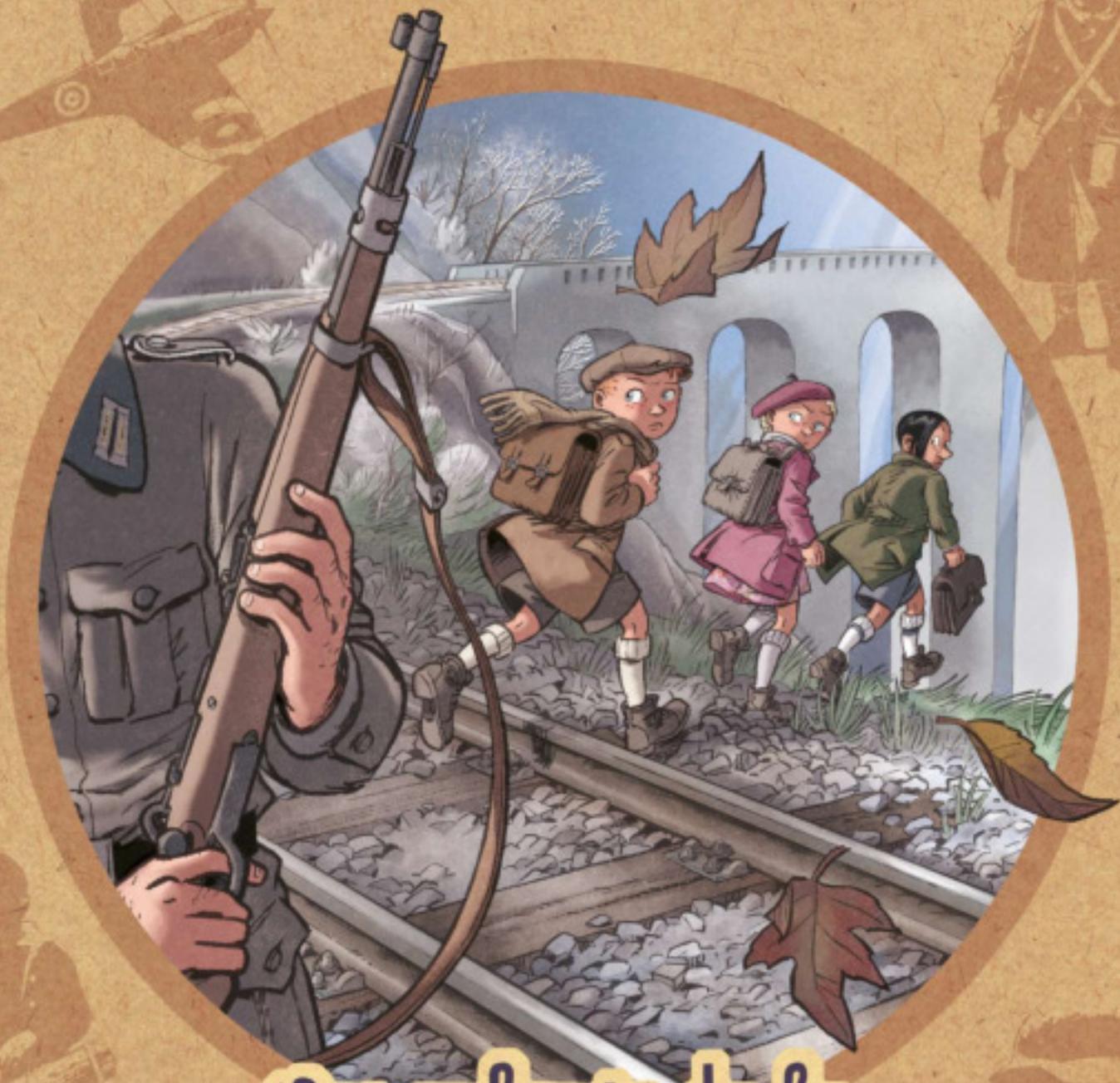
La plupart des informations présentes dans la bande dessinée et le dossier se trouvent dans tout bon livre d'histoire ou manuel scolaire. Voici toutefois les références de quelques ouvrages qui nous ont apporté un éclairage supplémentaire :

Alary É., *L'Exode, un drame oublié*. Perrin, 2010.

Blanc J., *Au commencement de la Résistance*. Seuil, 2010.

Perrault G., *Dictionnaire amoureux de la Résistance*. Plon, 2014.

BENOÎT ERS & VINCENT DUGOMIER



Les enfants de la **RÉSISTANCE**

2. PREMIÈRES RÉPRESSIONS

LE LOMBARD



Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier

Comment agrandir un réseau de résistants ?

Le récit de cette BD se déroule de l'automne 1940 à l'hiver 1941. À cette époque, la Résistance se cherche encore. Des bonnes volontés se rassemblent un peu partout, mais on ne parle pas encore de réseaux. Beaucoup reste à faire, tant du point de vue du choix des actions à mener que de l'organisation de la Résistance.



« Têtes chercheuses »

Il est impératif pour les premiers résistants de se structurer et de chercher des gens compétents, car l'improvisation et l'amateurisme règnent avec des conséquences souvent douloureuses. Dans l'idéal, chaque petit groupe doit posséder une « tête chercheuse ». C'est un homme ou une femme possédant un véritable flair, capable de juger les gens sans erreur et en les choisissant pour ce qu'ils peuvent apporter d'utile au groupe. Cette personne peut tenter de recruter par exemple un militaire à la retraite, connaissant des lieux stratégiques occupés par les troupes allemandes. Un grand classique est d'enrôler un garde-barrière, car celui-ci peut répertorier les mouvements des trains militaires.



L'autre objectif de la tête chercheuse est de rassembler des petits groupes afin de constituer un ensemble plus grand et plus efficace. À cette époque, espérer un contact avec Londres, siège de la France libre, relève encore du rêve.



Cloisonnements

La recherche de contacts n'est pas sans risque et, paradoxalement, autant il faut se rassembler, autant, par souci de sécurité, il faut aussi savoir se tenir à l'écart. Le résistant doit donc ériger des cloisons entre certains de ses contacts et travailler sans se faire

connaître. C'est ce que fait François, dans cette bande dessinée, lorsqu'il veut recruter son père pour qu'il l'aide à exfiltrer des prisonniers évadés. Bien entendu, François et ses amis imaginent des moyens de communication sans contact, car ils ne veulent pas qu'on sache qu'ils sont des enfants, mais le système est le même. Le cloisonnement complique beaucoup la circulation des informations, mais la sécurité est à ce prix. Certaines de ces cloisons étaient si étanches que des résistants travaillant de façon rapprochée pendant plusieurs années ne se sont rencontrés réellement qu'après la guerre.



Portrait de Jean Bruller, alias « Vercors ».

Ci-contre : Son livre militant *Le Silence de la mer* fut publié clandestinement par les Éditions de Minuit en février 1942.



Les surnoms des résistants

La nécessité d'être discret oblige aussi les résistants à utiliser un nom de guerre, voire à en posséder plusieurs ou à en changer régulièrement. On imagine aisément que ce nouveau souci de discrétion vis-à-vis des nazis, en plus du cloisonnement, crée des difficultés complémentaires dans les communications entre les résistants. Dans le choix de leur surnom, les résistants feront souvent preuve d'humour ou de références historiques, géographiques ou littéraires. Fait moins connu, plusieurs femmes useront de surnoms aux consonances masculines, afin qu'on leur fasse plus confiance à une époque encore très machiste. Certains résistants conserveront leur surnom toute leur vie, l'accolant

à leur nom véritable. C'est le cas de « Chaban », le politicien Jacques Chaban-Delmas. Raymond Samuel et Lucie Bernard sont plus connus sous leur surnom Raymond et Lucie « Aubrac ». Le romancier et illustrateur Jean Bruller signera ses œuvres « Vercors ».

Premières répressions

Malgré toutes ces précautions, les premières répressions arrivent vite et sont médiatisées par l'occupant afin de dissuader les candidats à la rébellion. L'année 1941 est marquée par les premières exécutions. Celle du papa de François, l'enfant résistant de ce récit, vous a peut-être choqués, mais c'était la réalité de l'époque. Bien rares sont les résistants de la première heure qui ont survécu à la guerre. Les pionniers ont payé le prix fort pour leur courage et leur audace. Les exécutions avaient lieu principalement dans des casernes, mais très vite, l'occupant choisira des endroits symboliques comme le Mont-Valérien, à l'ouest de Paris, où plus d'un millier de résistants et d'otages trouveront la mort.

Avis de condamnation à mort de résistants français.



Photographie clandestine d'une exécution au Mont-Valérien.

<p>Bekanntmachung</p> <p>Die Kriegsverbrechen:</p> <p>Bernni-Charles-Benoist PANTIN alias Charles-Benoist</p> <p>Mme Jean-Benoist PANTIN alias Jean-Benoist</p> <p>Georges-Jean GUERLEDAN alias Georges-Jean</p> <p>Am 27. April 1941</p> <p>TODE ERSCHOSSEN</p> <p>Das Kriegengericht.</p>	<p>ARRÊT de la Cour Martiale</p> <p>Am 27. April 1941</p> <p>Bernni-Charles-Benoist PANTIN alias Charles-Benoist</p> <p>Mme Jean-Benoist PANTIN alias Jean-Benoist</p> <p>Georges-Jean GUERLEDAN alias Georges-Jean</p> <p>Am 27. April 1941</p> <p>PEINE DE MORT FUSILLÉS</p> <p>La Cour Martiale.</p>
--	--

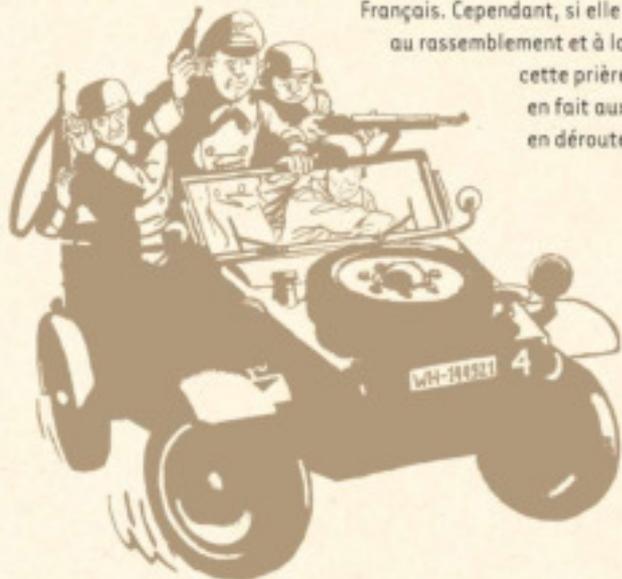
Résistance en zone occupée et Résistance en zone libre

La différence est de taille. Résister en zone occupée par les Allemands est beaucoup plus dangereux que de résister dans la zone libre (pour bien différencier ces deux zones, regardez la carte en début et en fin de cet album). La résistance des civils en zone libre est interdite par le gouvernement de Vichy. Par contre, du moins au début, ce même gouvernement encourage le renseignement ou la cache d'armes, mais pratiqués uniquement par des militaires français. Avant 1942, la politique de Pétain n'est pas encore entrée dans sa phase la plus collaborationniste avec l'Allemagne, et la reconquête de la France est encore une option. Par contre, dès 1940, le régime de Pétain traque les agents spéciaux envoyés par le général de Gaulle ou Londres, car ceux-ci tentent d'organiser, en zone libre, une résistance beaucoup plus active contre les nazis.

Les agents spéciaux

En 1940 et 1941, les agents spéciaux sont encore très peu nombreux à être envoyés sur le sol français. Ce n'est pas leur rôle, dans un premier temps, de former des civils volontaires pour des activités militaires. En effet, l'« Appel du 18

juin » 1940 du général de Gaulle sur les ondes de Radio Londres voulait donner de l'espoir aux Français. Cependant, si elle invitait au rassemblement et à la résistance, cette prière s'adressait en fait aux militaires en déroute.



Ci-dessous : Quartier général de la France libre à Londres. Photographie du 23 octobre 1941.



Voici un extrait de l'Appel : « J'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver (...) à se mettre en rapport avec moi. » Le but du général est de construire une armée pour la reconquête. Mais la population française a pris cet appel pour son propre compte. L'idée que la population française

puisse être utile prendra un certain temps à être acceptée par de Gaulle, ainsi que par les Anglais. Encourager une sorte de guérilla civile n'est pas sans risque. Les objectifs des premiers agents spéciaux envoyés sur le sol français seront donc des actions de sabotage et d'espionnage, réalisées entièrement entre militaires. Des agents seront ensuite formés spécifiquement pour aider la Résistance, ce qui explique leur envoi tardif.



Le général de Gaulle passant en revue les premiers hommes des Forces françaises libres à Londres, le 14 juillet 1940.

La politique raciale des nazis

Les nazis s'étaient autoproclamés de race aryenne. Une prétendue race européenne supérieure à toutes les autres. Pour protéger leur race, ils ont provoqué la mort de millions de personnes.



« Le monde est plein de ces hommes qui n'acceptent pas l'unité de l'espèce, qui veulent que d'autres hommes soient autre chose qu'eux. »
Vercons dans *Les Armes de la nuit*.

Tirailleurs africains faits prisonniers lors de la campagne de France en 1940.

Le racisme

Le racisme, c'est prétendre que l'espèce humaine est divisée en plusieurs races et que des populations sont supérieures à d'autres. Cette idéologie provoque hostilité, stigmatisation et discrimination. Il n'y a aucun fondement scientifique derrière la théorie des races. Les critères de différenciation sont arbitraires, comme la couleur de la peau et l'origine géographique. Le racisme peut aussi se diriger contre une religion. Le racisme est punissable par la loi. Des politiciens ont appris à le suggérer dans leurs discours afin d'éviter les ennuis judiciaires. Il faut rester vigilant et apprendre à décrypter les discours.

Certaines professions sont inaccessibles aux Juifs, ainsi que les écoles, les cinémas, les centres sportifs... De fil en aiguille, les nazis regroupèrent les Juifs, mais aussi les Tziganes, dans des ghettos, puis finirent par les exterminer.

Le sort des soldats coloniaux

Lors de la campagne de France de 1940, de nombreux soldats coloniaux capturés furent massacrés sans délai par les nazis et nous avons déjà évoqué les conditions de détention terribles des survivants. Obnubilés par la protection de leur race aryenne, les nazis ne transfèrent pas les soldats africains et d'outre-mer dans des camps de prisonniers en Allemagne. L'aversion des nazis est plus forte envers les Noirs et ceci remonte à la présence de tirailleurs sénégalais parmi les troupes d'occupation françaises dans l'ouest de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale (l'occupation durera de 1918 à 1930). Une situation jugée humiliante par les Allemands, mais pas par tous, puisque des enfants naîtront de nombreuses unions afro-allemandes. Dès les lois de Nuremberg de 1935, les citoyens noirs d'Allemagne et les enfants d'unions mixtes subirent stérilisations, isolement, violence et meurtres, mais le programme d'extermination ne fut pas aussi systématique envers eux qu'envers les Juifs.



Ce tableau a été émis en 1935, suite aux lois de Nuremberg, dans le but de définir les qualités raciales d'un individu selon son ascendance.

Les lois de Nuremberg des nazis

Le 15 septembre 1935, les nazis adoptent les lois de Nuremberg, parmi lesquelles celle de « protection du sang allemand et de l'honneur allemand ». Elle vise à légaliser l'antisémitisme, qui est la discrimination et l'hostilité envers les Juifs. Les mariages entre Allemands et personnes d'origines ou de confessions religieuses différentes sont interdits. Des biens sont confisqués.



Affiche de l'exposition nazie sur la « Musique dégénérée » qui visait à préserver la pureté de la musique allemande. L'affiche fait l'amalgame entre les Noirs et les Juifs. Remarquez l'étoile de David au revers du veston.



Une guerre mondiale

Dès le début, le conflit s'étale sur presque tout le globe. En Europe et en Asie, l'Allemagne, l'Italie et le Japon agressent leurs pays voisins. Les adversaires se disputent aussi les territoires coloniaux d'Asie et d'Afrique. Comment les Français font-ils pour suivre le conflit ?



Ci-contre : Enfants japonais, allemands et italiens à Tokyo en 1940 pour célébrer la signature du Pacte tripartite entre les trois nations.

Ci-dessous : Winston Churchill dans son bureau de Premier ministre du Royaume-Uni.

S'informer

Radio Londres est le meilleur moyen pour s'informer. Il y a environ 5 millions de postes de radio en France en 1940, ce qui est peu pour un pays de 40 millions d'habitants. Rapidement, l'écoute est collective, car on invite ses voisins. La radio et les journaux français sont aux mains de l'occupant et détournent toute situation militaire à l'avantage des nazis. Radio Londres, elle, s'efforce de rester le plus juste possible. Ceci afin de ne pas briser le climat de confiance avec les Français, puisqu'elle diffusera bientôt des informations codées à destination des résistants. Écouter Radio Londres deviendra vite punissable par l'occupant, ainsi que par le gouvernement de Vichy qui tentera en permanence de brouiller les émissions. Autre fait notoire, la demande en cartes géographiques du monde explose. Beaucoup de familles veulent suivre l'évolution du conflit avec plus de précision.



L'axe que forment les capitales Rome-Berlin-Tokyo donne le nom de forces de l'Axe. La Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie se joignent à l'Axe. D'autres pays, ou parties de pays démembrés par la guerre, ont collaboré avec l'Axe ou combattu avec lui sans avoir signé le Pacte tripartite.

Les Alliés

La coalition des Alliés de la Seconde Guerre mondiale sera environ la même que celle des Alliés de la Première Guerre mondiale. En Europe, seule l'Angleterre, dirigée par son Premier ministre Winston Churchill, est encore maîtresse de son territoire. L'Angleterre est le refuge des pays alliés occupés par les nazis que sont la Pologne, la France libre, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark... C'est dire l'importance de la bataille aérienne qui a préservé l'Angleterre. Les États-Unis ne sont pas encore en guerre, mais ils apportent une aide logistique aux Anglais. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada font aussi partie des Alliés. En 1940, l'Union soviétique est toujours officiellement neutre.



En France, écouter Radio Londres est la source d'information la plus fiable, car non contrôlée par l'occupant.

Les forces de l'Axe

La guerre oppose la coalition des Alliés à celle des forces de l'Axe. Le 27 septembre 1940, l'Allemagne d'Adolf Hitler, l'Italie de Benito Mussolini et le Japon de l'empereur Hiro-Hito signent un pacte d'alliance militaire appelé le Pacte tripartite.





Joseph Goebbels (à droite), ministre des Affaires étrangères d'Hitler, et Joseph Staline, dirigeant de l'Union soviétique, viennent de signer le Pacte germano-soviétique.

Pays neutres et Pacte germano-soviétique

L'Union soviétique et l'Allemagne ont signé le 23 août 1939 un pacte de non-agression réciproque en cas de conflit. Ceci apporte un confort pour l'Allemagne, qui peut ainsi

attaquer la France sans crainte d'être assaillie dans son dos par la Russie. Beaucoup de pays sont alors neutres en Europe, mais seuls la Suisse, l'Espagne, la Suède, le Portugal et l'Irlande pourront conserver leur neutralité et ne seront pas envahis. Ce ne sera pas le cas de la Belgique ou du Luxembourg, pour parler des pays neutres voisins de la France, qui, eux, seront occupés dès mai 1940.

Vigie lors du Blitz, période du bombardement de Londres par l'aviation allemande.



La bataille d'Angleterre

Elle durera de juillet 1940 à juin 1941 et sera la première défaite des Allemands, qui n'ont jusque-là engrangé que des victoires écrasantes. Un débarquement des troupes allemandes pour envahir l'Angleterre n'est possible qu'à condition de détruire d'abord l'aviation anglaise. La bataille sera donc exclusivement aérienne. Chasseurs de la Royal Air Force contre bombardiers de la Luftwaffe. Winston Churchill dira à propos des pilotes de la RAF : « Jamais dans l'histoire des conflits tant de gens n'ont dû autant à si peu. » En effet, quelques centaines de pilotes seulement ont réussi à faire annuler les projets d'invasion allemands. L'Angleterre reste ainsi le territoire de départ de la reconquête de l'Europe.

Pilotes anglais se ruant vers leurs avions de type Hurricane lors d'une alerte pendant la bataille d'Angleterre.



BENOÎT ERS & VINCENT DUGOMIER



Les enfants de la
RÉSISTANCE

3. LES DEUX GÉANTS

LE LOMBARD

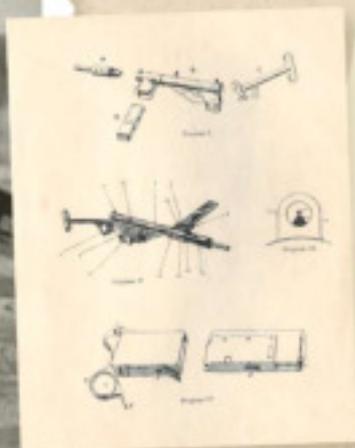


Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier

Les services secrets aident la Résistance



Ci-dessus : Extraits d'un manuel d'utilisation des armes et des explosifs à destination des résistants.

Ci-contre : Résistant en train de saboter une ligne de chemin de fer.

Le récit de ce troisième tome se déroule du printemps 1941 au mois de décembre de la même année. La Résistance de cette époque s'étoffe, elle est par exemple de plus en plus active en ce qui concerne la presse clandestine, mais pour le reste, elle demeure dispersée et ne possède que peu de matériel. Des agents spéciaux venant de Londres vont commencer à remédier à cette situation.

Les agents spéciaux du colonel Passy

Passy accède au grade de colonel. Il forme des agents spéciaux qu'il envoie en France. Ces espions, agissant incognito en habits civils, s'exposent à un grand danger s'ils sont capturés par les Allemands en zone occupée. Ils ne sont pas en sécurité non plus dans la zone libre, cœur de l'État français dirigé depuis la ville de Vichy par le maréchal Pétain. Celui-ci pratique une politique de collaboration avec l'Allemagne (pour bien différencier ces deux zones, regardez la carte en début et en fin d'album). Outre le renseignement, les agents planifient le sabotage de cibles stratégiques industrielles ou militaires ainsi que l'évasion de personnalités importantes. Ils fournissent aussi à la Résistance française du matériel performant, robuste et

simple d'utilisation. Armes, différents types d'explosifs, émetteurs radio... Leur simplicité et leur efficacité sont de mise car ce matériel est destiné à être utilisé par des civils et le temps manque pour une instruction poussée.



Portrait du colonel Passy.

Le service de renseignements français à Londres

Dès juillet 1940, le général de Gaulle, le chef de la France libre replié à Londres, décide de se doter d'un service de renseignements. Le capitaine André Dewavrin, dit « Passy », est chargé de le créer. Ce service changera de nom à plusieurs reprises et

s'appelle, dans un premier temps, le « Deuxième bureau ». Il sera plus connu sous l'appellation de « Bureau central de renseignements et d'action », le BCRA. L'un de ses premiers objectifs est de fournir des renseignements à l'état-major qui doit décider des opérations militaires. Il faut principalement découvrir de quelle manière l'armée allemande organise sa défense en France et quels sont ses projets futurs, notamment au sujet de l'éventuelle préparation de l'invasion de l'Angleterre. Mais à partir de 1941, ce service va aussi aider la Résistance française.



Agents spéciaux français et agents spéciaux anglais

Au départ, le service de renseignements ne possède que des moyens financiers modestes et peu de matériel. Les agents français manquent de formation et les premières missions de 1940 jusqu'à la moitié de 1941 ne brillent pas par leur réussite. Pourtant, le colonel Passy possède des hommes déterminés et connaissant très bien le terrain.

Autre atout important, ceux-ci parlent forcément le français. En juillet 1940, Winston Churchill, le Premier ministre britannique, décide de la création du SOE, « Special Operations Executive » (Direction des opérations spéciales), dont le but est aussi de soutenir les mouvements de résistance, mais cette fois dans tous les pays en guerre. Les moyens du SOE sont plus considérables que ceux du service français, mais les deux services agiront aussi de concert. On retrouve des hommes et des femmes de toutes nationalités au sein du SOE, mais tous unis par une opposition farouche aux forces de l'Axe (l'Axe était composé principalement de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. Lire plus de détails dans le dossier du tome 2). Un des pires adversaires du SOE et du BCRA sera l'Abwehr, le service de renseignements allemand.

Le Lysander, un avion pourtant déclassé

Bien que conçu peu de temps avant la guerre (1936), l'avion de reconnaissance Lysander, de son nom complet Westland Lysander, était déjà dépassé d'un point de vue tactique en 1940 car trop vulnérable. Par contre, il avait été conçu pour devenir l'un des



Ci-dessus : Le Westland Lysander en mission.

Ci-contre : Emblème du Special Operations Executive.



premiers avions ADAC, ce qui veut dire « avion à décollage et atterrissage court ». Une très grande qualité pour l'époque, d'autant plus que l'avion pouvait se satisfaire de pistes de fortune ou en mauvais état. Le Lysander fut dès lors recyclé par le SOE pour réaliser des vols furtifs nocturnes dont le but était de déposer ou de récupérer des agents spéciaux, des résistants ou des aviateurs anglais

et américains. Pour cette nouvelle affectation, les Lysander furent repeints en noir mat. Leur lenteur et leur silence relatif, vu leur puissance modeste, leur permettaient de zigzaguer afin d'éviter les zones protégées par la Flak (batteries anti-aériennes des Allemands). Cet avion est indissociable des missions du SOE et du BCRA.



Le début de la lutte armée dans la Résistance

Le début de la lutte armée est extrêmement politisé. Elle commence en août 1941 en France avec des attentats perpétrés par des résistants communistes.

L'interdiction d'un parti

Le Parti communiste français a été interdit par le gouvernement français quelques jours après la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939. C'était un pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique communiste. Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne le 1^{er} septembre 1939, la France et le Royaume-Uni, par un jeu d'alliances et de traités d'assistance avec la Pologne, déclarent la guerre à l'Allemagne, mais sans pour autant se lancer dans le conflit. Comme l'Allemagne est désormais un pays ennemi et qu'elle a pactisé avec l'Union soviétique qui est un pays communiste, le Parti communiste français est, de ce fait, interdit. Malgré tout, ce parti continue d'exister dans la clandestinité.

Dissolution du parti communiste par le Conseil des ministres

27 septembre — « Le Conseil des ministres qui s'est tenu hier, à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun, a duré deux heures. La délibération gouvernementale a été dominée par un lumineux exposé très détaillé de M. Daladier sur les dernières négociations diplomatiques et les récentes opérations militaires.

On en vint naturellement à discuter de la dissolution du parti communiste. Cette mesure fut décidée, sans hésitation, après un rapide échange de vues au cours duquel on évoqua certaines propagandes et le rendement de la production indus-

ment, unanimement résolus, approuvèrent aussitôt la dissolution du parti communiste et interdirent la diffusion, sous toutes les formes, des mots d'ordre de la III^e Internationale. Le président de la République signa les décrets-ions que lui soumettait, à cet

Les membres du p

Ci-dessus : Article du Figaro du 27 septembre 1939 annonçant la dissolution du Parti communiste.

Ci-contre : Tract de la résistance communiste datant de 1941 contre l'agression de l'URSS par Hitler.



Ci-contre : La Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) a été créée le 8 juillet 1941 et sera intégrée en 1944 à la division SS Charlemagne.

Ci-dessous : Affiche anti-communiste éditée par le Parti populaire français (PPF), un des trois partis fascistes et collaborationnistes français à la base de la création de la LVF.



L'entrée en résistance des communistes

On pense souvent que les communistes n'entrèrent en résistance qu'au moment de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne, le 21 juin 1941, soit un an après le début de la guerre. Avant cela, le fameux pacte de non-agression aurait freiné l'ardeur des communistes français. Pourtant, ils étaient déjà actifs dans des réseaux ou dans l'organisation de grèves dans les mines de charbon dans le Nord, ce qui est particulièrement audacieux dans un pays occupé. Enfin, beaucoup d'ouvriers sont communistes et n'ont donc aucune sympathie pour la politique du maréchal Pétain, qui est proche du patronat. Mais ce qui est certain, c'est que l'invasion de l'Union soviétique a ouvert une brèche et motivé des vocations de résistant en masse. Surtout parmi le personnel des mines, des usines et des chemins de fer, ce qui sera très préjudiciable aux nazis.

La lutte armée débute

Pierre Georges (dit « Frédo » et, par la suite, « colonel Fabien ») est un militant communiste ouvrier métallurgiste de 22 ans. Le 21 août 1941 à Paris, à la station de métro Barbès-Rochechouart, Pierre Georges et ses complices qui assurent sa fuite ont planifié l'assassinat d'un officier. Ils seront trompés par la prestance de l'uniforme de la Kriegsmarine (marine de guerre allemande) que porte Alfons Moser, la victime, qui s'avérera être un simple auxiliaire d'intendance. D'autres attentats de ce type vont suivre



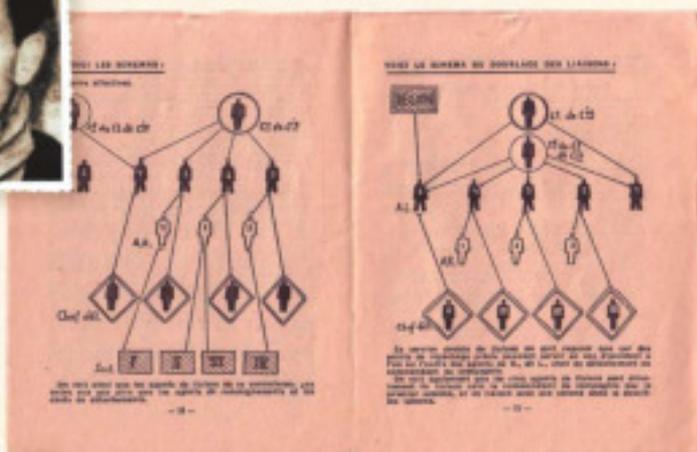
car les communistes forment de plus en plus d'hommes. Cette montée de la violence a pour but d'obliger les Allemands à maintenir plus de forces armées que prévu en France et ainsi de soulager un peu le front en Union soviétique. À la fin de l'année 1941, le Parti communiste français nomme son mouvement armé « Francs-Tireurs et Partisans », les FTP.



Ci-contre : Portrait du colonel Fabien.

La répression

Adolf Hitler ordonne l'exécution de cent otages après chaque attentat commis par ses opposants. Dans un premier temps, le gouverneur militaire de Paris, Otto von Stülpnagel, tente d'agir autrement, par crainte de dresser la population contre



Extrait d'une brochure éditée par les FTP montrant l'organisation des agents de liaison.



AVIS

Le Parti communiste français étant dissous, toute activité communiste est interdite en France. Toute personne qui se livre à une activité communiste, qui fait de la propagande communiste ou qui tente d'en faire, bref, qui soutient, en quelque manière que ce soit, des agissements communistes, aide les ennemis de l'Allemagne.

Le coupable devra s'attendre à être condamné à mort par une Cour Martiale allemande. Toute personne qui se trouve en possession de tracts antiallemands doit les remettre immédiatement au service militaire allemand le plus proche. Celui qui ne les aura pas livrés sera frappé d'une peine allant jusqu'à quinze ans de travaux forcés. J'attends de la sagesse de la population que chacun contribue à empêcher les éléments irresponsables de soutenir les ennemis de l'Allemagne.

Je vous mets en garde contre les suites graves qui doivent découler de l'attitude hostile des milieux communistes, non seulement pour les coupables eux-mêmes, mais encore pour la population entière du territoire occupé.

Paris, le 14 août 1942.

Le Militärbefehlshaber en France
Signé : VON STÜLPNAGEL
General der Infanterie

Affiche signée du gouverneur militaire de Paris, Otto von Stülpnagel, mettant en garde contre toute action communiste clandestine.

l'occupant. Des enquêtes contre les résistants sont alors menées de front par les polices allemande et française. Les attentats se multipliant, von Stülpnagel passe à l'exécution d'otages en masse qu'il choisit parmi des prisonniers politiques communistes, résistants ou anarchistes. Il lance ensuite des rafles et exécute des Juifs dont beaucoup sont d'origine étrangère. Il s'agit d'une tentative pour faire croire que le désordre vient des étrangers, juifs de surcroît, mais la majorité des Français n'est pas dupe. À partir de 1942, ce seront les SS et la Gestapo qui s'occuperont de la répression, avec plus de dureté encore.

Les réactions des résistants

Le général de Gaulle et d'autres résistants non communistes, par le biais de Radio Londres ou de journaux clandestins, désapprouvent cette guérilla armée, mais ils la comprennent. Ils prônent des actions moins frontales, bien que chaque exécuté soit présenté comme un martyr du nazisme. De Gaulle dira qu'il est logique que des Français tuent des Allemands, mais que ceci doit rester l'action des militaires. Toutefois, des maquis et des camps d'entraînement verront le jour à partir de 1942 et surtout en 1943, dans les coins les plus reculés du pays. Des armées de résistants se créeront, prêtes à prendre les armes lors de la reconquête du pays par les Alliés. La lutte armée est inéluctable.



La récolte du cuivre



Ci-contre : Cloches rafées en Belgique en 1941.



Ci-dessus : Statue de Condorcet dans une fonderie en 1941.

Les besoins en métaux sont énormes pendant un conflit. Les métaux non ferreux que sont le cuivre, le bronze ou le laiton sont d'une importance capitale puisqu'ils entrent dans la composition des indispensables douilles de munitions.

L'Allemagne coupée de ses sources d'approvisionnement

Dès le début du conflit, l'armée allemande rafle les réserves de métaux non ferreux en France, ainsi que dans tous les pays qu'elle agresse. L'immense bataille que l'Allemagne entame contre l'Union soviétique en juin 1941 l'oblige à un renouvellement de ses stocks de munitions. Comme les Allemands ne sont pas maîtres des mers, contrôlées par les Britanniques, ils sont privés des pays d'approvisionnement en métaux non ferreux que sont le Chili, la Rhodésie, le Congo belge...



Le prétexte de l'agriculture

Pour satisfaire l'occupant, l'État français, dirigé par le maréchal Pétain, lance une campagne de récupération des vieux cuivres inutilisés. Cadres de vélo, bougeoirs, poignées de porte... L'objectif affiché est la fabrication de sulfate de cuivre pour protéger les récoltes du mildiou et d'autres maladies. Le cuivre récolté sera payé. Mais les Français sont méfiants. Ils savent, grâce aux anciens, qu'en cas de conflit, le cuivre est rafé dans un but militaire. La Résistance les informe également. La récolte de cuivre est donc faible. Reste aux Allemands la possibilité de confisquer les cloches des églises ainsi que les statues publiques, réalisées en alliages non ferreux.

Un choix collaborationniste

Les cloches avaient été massivement rafées par les Allemands lors de la guerre de 1914-1918, dans le nord de la France et en Belgique. C'est dans cette logique qu'en 1941, les dirigeants nazis ordonnent la saisie des cloches françaises. Mais le commandement allemand en France rechigne. Il a peur d'atteindre la sensibilité religieuse et, ainsi, de renforcer la Résistance. Le maréchal Pétain, lui, désire amadouer l'Église de France, dont il espère le soutien dans sa politique de collaboration. Il défendra dès lors les cloches au profit du déboulonnage de centaines de statues. Celles-ci seront judicieusement sélectionnées pour leur représentation de l'institution républicaine que le maréchal Pétain a justement supprimée en juillet 1940, au profit de l'État français collaborationniste. Coup double, donc. Les représentations de l'esprit libre républicain que sont Voltaire, Marat, Zola, Condorcet ou Rousseau disparaissent et sont transformées en obus.



Affiches de propagande en faveur de la récolte du cuivre.



La guerre et la politique dans le monde

L'année 1941 est marquée par l'entrée en guerre de deux immenses puissances, l'Union soviétique, communiste, et les États-Unis d'Amérique, capitalistes. Les « Deux Géants », comme les appellent François, Lisa et Eusèbe. Tout oppose communistes et capitalistes, sauf la lutte contre l'Allemagne nazie, et pourtant, l'avenir du monde semble entre leurs mains. Cette même année voit les premiers massacres en masse de Juifs par les nazis.



Affiches communistes illustrant l'existence de deux doctrines opposées. Chacune révélera ses qualités, ses défauts, ses limites et ses dérives.



L'opération Barbarossa

C'est le nom de code de l'invasion de l'Union soviétique par les nazis le 21 juin 1941. Jusqu'à 3 millions et demi d'Allemands affronteront 5 millions et demi de Russes. L'objectif de briser l'armée soviétique et de prendre la capitale Moscou avant l'hiver ne sera pas réalisé pendant cette opération. Les Einsatzgruppen, des groupes spéciaux allemands chargés d'éliminer les opposants réels ou imaginaires au régime nazi, massacrent les populations juives qu'ils rencontrent. Ils feront 1 million de victimes. Il s'agit là du début de la Shoah, l'extermination systématique des Juifs par les nazis, et cela précède la création des camps de la mort. En France, les Juifs ne sont pas exterminés sur-le-champ comme en URSS. Une organisation perverse s'installe afin de les capturer pour les conduire vers des camps d'extermination.

Ci-contre : Des Einsatzgruppen (unités mobiles d'extermination) s'apprêtent à éliminer des Juifs en Ukraine.



L'attaque-surprise sur Pearl Harbor

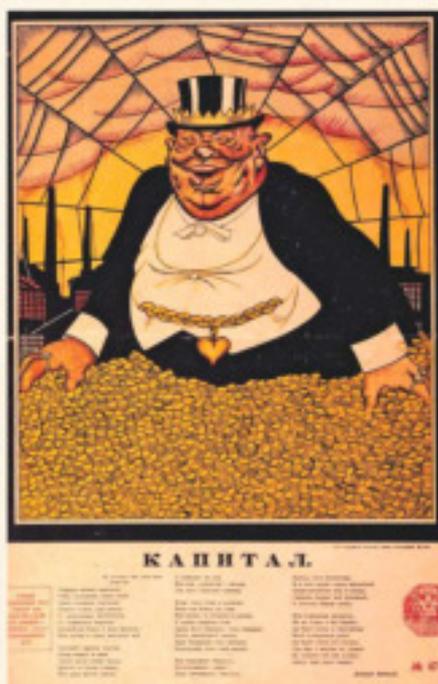
Le Japon, en guerre contre la Chine depuis 1937, désire étendre son influence sur l'océan Pacifique sous contrôle américain, et pour ceci, il faut détruire la flotte américaine du Pacifique, amarrée à Pearl Harbor. L'objectif est partiellement atteint, avec beaucoup de bateaux importants coulés ou endommagés, ainsi que des avions. Mais les trois précieux porte-avions, absents ce jour-là, demeurent intacts, ce qui sera primordial pour la reconquête du Pacifique. Le Japon envahira les Philippines, la Malaisie, la Birmanie et de nombreuses îles servant de postes avancés. L'attaque sur Pearl Harbor sera surtout un traumatisme moral, car c'est la première fois que l'Amérique est attaquée sur son territoire.



Ci-dessus et ci-contre : L'attaque japonaise sur Pearl Harbor.

Ci-contre : Le capitaliste ovide de profit est un personnage récurrent dans la propagande communiste. Il sert à dénoncer les excès du capitalisme américain.

Ci-dessous : Joseph Staline se présente comme le grand timonier de l'URSS. Une image classique d'un régime totalitaire. Sur le drapeau, la faucille et le marteau symbolisent l'union entre les travailleurs agricoles et industriels.



Quel projet politique pour la France après la guerre ?

C'est la question essentielle que se pose très tôt la Résistance française. Si la Résistance a un but fédérateur — rendre sa liberté à la France —, elle n'est pas un bloc uni mais composé de plusieurs courants politiques aux idées parfois très opposées. De Gaulle remporte un ralliement moral incontesté auprès des Français, mais pas encore politique. De plus, le général est parfois mal vu par les résistants restés en France, alors que lui est parti à Londres. Comme la France est un pays vaincu et collaborant officiellement avec l'ennemi via le maréchal Pétain, elle a parfois une mauvaise image auprès des Alliés.

Les autres fronts

La prise de la péninsule des Balkans en juin 1941 (ex-Yougoslavie, Albanie et Grèce) par les Allemands et les Italiens prive les Anglais d'une position stratégique importante en Méditerranée. Là aussi, le massacre de la population juive est immédiat. En Afrique du Nord, les Alliés présents pour protéger l'Égypte s'en sortent de justesse en Libye contre les forces italo-allemandes. Le long des côtes françaises et de toute l'Europe occidentale, l'Allemagne érige des milliers de fortins en béton pour protéger ses territoires conquis d'une invasion par les Alliés depuis la Grande-Bretagne. C'est le mur de l'Atlantique.

Le mur de l'Atlantique en cours de fabrication.



Que sera le monde après la guerre ?

La petite Lisa, conscientisée à la politique par ses parents qui étaient des Allemands opposés au nazisme, connaît l'incompatibilité idéologique entre les

systèmes communiste et capitaliste. Comment, en cas de victoire, Soviétiques et Américains vont-ils s'entendre ? Vont-ils imposer leurs vues ou rendre leur souveraineté aux pays qu'ils libéreront ? Vont-ils se partager le monde ou entamer une nouvelle guerre entre eux ?



Ci-contre et ci-dessus : Deux affiches similaires en faveur de la lutte des Alliés contre le nazisme. L'une est pourtant soviétique et l'autre, américaine.

La crainte des résistants est qu'une fois la France libérée, la République — ainsi que ses valeurs —, supprimée par Pétain en 1940, ne soit pas restaurée et que le pays soit dirigé cette fois par les Américains et les Anglais, ou par les Soviétiques. De plus, de nouveaux partis français, proches du nazisme, éclosent, même si ceux-ci ne rencontrent pas une adhésion forte. C'est pourquoi l'action des résistants, qui gardent la France active dans la guerre selon les vœux du général de Gaulle dans son appel du 18 juin, sera déterminante pour l'honorabilité du pays à la Libération.



BENOÎT ERS & VINCENT DUGOMIER



Les enfants de la
RÉSISTANCE

4. L'ESCALADE

LE LOMBARD



Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier

La Résistance se structure

Cet album couvre le premier semestre de l'année 1942. À cette époque, les différents mouvements de Résistance sont encore dispersés, mais ils sont en voie d'unification. François, Lisa et Eusèbe, comme l'immense majorité des résistants, agissent localement et ne peuvent percevoir ce travail de rassemblement initié par un homme qui deviendra une icône de la Résistance, Jean Moulin.



Ci-dessus : Plaque commémorative à Saint-Georges-sur-Eure.

Le drapeau de la France libre.

Ci-contre : Portrait de Jean Moulin.

Son premier acte de résistance

Né à Béziers dans l'Hérault, Jean Moulin a 40 ans lorsque la guerre éclate. Il est préfet d'Eure-et-Loir à Chartres. Le 17 juin 1940, il est arrêté et torturé par les Allemands, car il refuse de signer un document accusant à tort une troupe de tirailleurs sénégalais de l'armée française d'atrocités envers des civils. Après sept jours de supplices, et afin de ne pas signer la fausse déclaration, Jean Moulin tente de se suicider. C'est son premier acte de résistance. À sa guérison, jugé trop républicain, il est révoqué de son poste de préfet par le gouvernement de Vichy du maréchal Pétain. Il entre alors en résistance et agit dans la clandestinité, sous une fausse identité, durant de longs mois. Il réalise de nombreux contacts avec les mouvements de Résistance de la zone non occupée. En septembre 1941, il rejoint secrètement Londres et y rencontre le général Charles de Gaulle, qui dirige la France libre.

le terrain, comme le renseignement, le sabotage, la contre-propagande, les évasions... De Gaulle nomme Jean Moulin son délégué civil et militaire pour la zone libre. Après un apprentissage au maniement des armes et du saut en parachute, il est largué le 1^{er} janvier 1942 au-dessus des Alpilles, dans les Bouches-du-Rhône. Son objectif assigné par le général : unir les principaux mouvements de la Résistance afin qu'ils deviennent une armée

secrète. Placée sous les ordres du général de Gaulle, cette armée fera partie des Forces françaises libres.

La déclaration du général de Gaulle aux mouvements de Résistance

Les grands mouvements de la Résistance sont issus de courants politiques très divers. Il faut donc créer un climat de confiance pour les rassembler. Le général de Gaulle fait alors venir à Londres, un à un et clandestinement, des chefs ou des porte-parole de ces mouvements. Au fil des discussions, il élabore la « Déclaration aux mouvements de Résistance ». C'est, en quelque sorte, un programme commun de politique économique et sociale. Ce programme devra être appliqué par le gouvernement qui sera créé au moment de la libération. Pour que les Français puissent en prendre connaissance, ce document essentiel, finalisé en avril, est ramené en France afin d'être publié dans les journaux clandestins au mois de juin 1942.



Ci-dessus : Portrait du général Charles de Gaulle.



Évacuation du parachutage de Jean Moulin la nuit du 1^{er} janvier 1942 en compagnie de Raymond Fassin, son officier d'opération, et de Hervé Manjaret, leur opérateur radio.

Parachuté le 1^{er} janvier 1942

À Londres, Jean Moulin adresse au général un résumé de la situation de la Résistance et de ses besoins. Ces informations sont nécessaires au meneur de la France libre, car il faut optimiser les actions sur





À gauche : La « Déclaration aux mouvements de Résistance » publiée par le journal résistant Libération.

Ci-dessous : Tract diffusé par les journaux clandestins et reprendant une partie de la « Déclaration aux mouvements de Résistance ».

NOUS VOULONS

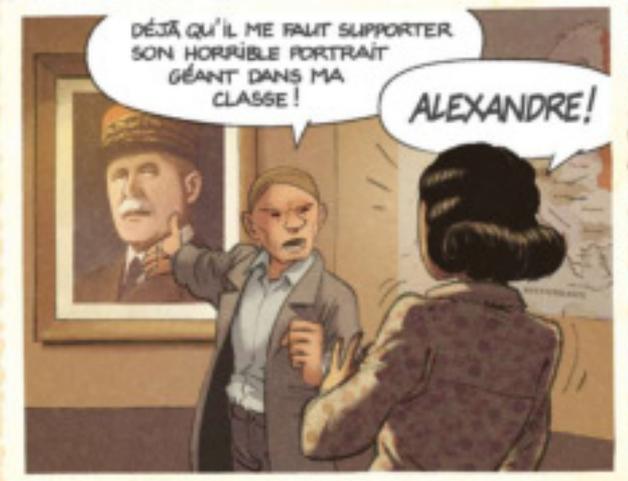
- Que tout ce qui appartient à la Nation Française revienne en sa possession.
- Que le Peuple Français soit seul maître chez lui.
- Que toutes nos libertés intérieures nous soient rendues.
- Que tout ce qui porte atteinte aux droits, aux intérêts, à l'honneur de la Nation soit châtié et aboli.
- Que l'idéal séculaire de Liberté-Egalité-Fraternité soit mis en pratique.
- Que cette guerre ait pour conséquence une organisation du monde établissant la solidarité et l'aide mutuelle des nations.
- Qu' une fois l'ennemi chassé du territoire, sous les hommes et toutes les femmes de chez nous disent l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays.

Extrait d'une déclaration de Charles de Gaulle et des mouvements de résistances pour tous les journaux clandestins :

Combat
Franc-tireur
Libération
Le Peuple
La Voie du Nord

(Jan-juin 1942)

Les Mouvements de Résistance.



Le projet de de Gaulle contre celui de Pétain

Cette déclaration est, bien entendu, l'antithèse du programme de la politique de collaboration du maréchal Pétain, qui a dissous la République. Elle promet un retour de la démocratie et remet en lumière les valeurs de la République que sont la liberté, l'égalité et la fraternité. Certaines de ses autres grandes promesses sont la possibilité de voter pour choisir ses dirigeants, l'intégrité territoriale, l'égalité civique et politique entre hommes et femmes, et des progrès sociaux divers. L'ambition est donc de relancer le pays d'après-guerre avec une République nouvelle. Unifier la Résistance représente donc plus que son amélioration sur le plan militaire, il s'agit aussi de s'entendre sur un véritable projet de société.



Ci-contre et ci-dessous : La propagande de Pétain et la contre-propagande de la résistance gaulliste.



PROPAGANDE PETAIN
« JE TIENS MES PROMESSES »
DE NOUS FAIRE TOUS CREVER
DE FAIM - SURTOUT LES JEUNES
A BAS LES TRAITRES DE VICHY
A BAS LA COLLABORATION
VIVE LE GENERAL DE GAULLE
LE SAUVEUR DE LA FRANCE
BONNE NOTRE LIBERTE
FRANCAIS - COMPRENEZ -
RESISTEZ



Le général de Gaulle lors du transfert des cendres présumées de Jean Moulin au Panthéon le 19 décembre 1964.



Ci-contre : Honoré d'Estienne d'Orves avait créé le réseau de renseignement Nemrod en zone occupée. Il fut arrêté le 22 janvier 1941 et exécuté le 29 août de la même année.



L'œuvre et le destin de Jean Moulin

Le 13 juillet 1942, la « France libre », qui s'organise et s'entraîne en Angleterre, et la « Résistance intérieure », qui, elle, s'active en secret en France, sont rassemblées et renommées la « France combattante ». L'ensemble est sous les ordres du général de Gaulle. Jean Moulin poursuivra son travail d'unification des mouvements de la Résistance, qui conduira le 27 mai 1943 à la constitution du C.N.R., le Conseil national de la Résistance, dont il est le premier président. Le C.N.R. coordonnera les mouvements toutes tendances politiques confondues. Malheureusement, Jean Moulin sera arrêté le 21 juin 1943. Torturé, il mourra de ses blessures le 8 juillet 1943.

Les postes émetteurs-récepteurs de la Résistance

La coupure entre la France et l'Angleterre était totale. Rien ne pouvait passer, et les liaisons clandestines par bateau étaient rares et périlleuses. Il fallait pourtant que quantités d'informations arrivent en Angleterre et dans des délais très courts. La solution fut le poste émetteur-récepteur. La première liaison radio entre la France occupée et Londres a été réalisée par Honoré d'Estienne d'Orves le 25 décembre 1940, mais sa généralisation fut très lente.

Afin de bénéficier d'un lien direct et constant avec Londres, Jean Moulin sauta en parachute le 1^{er} janvier 1942 avec son opérateur radio, Hervé Monjaret. À cette époque, les connexions radio se multiplient, mais le matériel est encore lourd ou peu performant, parfois même réparti dans deux valises, ce qui est handicapant. Les résistants s'exposent ainsi à l'attirail répressif de l'occupant et ils en paient le prix fort. Des postes plus petits seront fabriqués et des meilleures procédures d'utilisation inventées, mais il faudra de longs mois pour rendre les lieux d'émission et les opérateurs radio moins repérables. L'essor des postes émetteurs-récepteurs sera indispensable pour aider la Résistance à se structurer, mais aussi à être plus efficace dans les domaines du renseignement ou de l'action.



Ce poste-valise modèle B1 conçu par les services secrets britanniques représente un effort vers la miniaturisation, mais il pèse encore 20 kg. Fin 1942, apparaîtra le modèle B2, moitié moins lourd.

J'AI VU L'ALPHABET MORSE DANS LE LAROUSSE ILLUSTRÉ. IL FAUT DONNER DES IMPULSIONS AVEC CECI, ET...

ATTENDS ! TU OUBLIES TOUS LES MESSAGES INCOMPRÉHENSIBLES QUE PÉGASE NOUS A FAIT TRANSPORTER !...

LES ÉMISSIONS DOIVENT ÊTRE CRYPTÉES !



Le régime de Vichy

Le 10 juillet 1940 à Vichy, en zone libre, le maréchal Philippe Pétain crée et devient le chef d'un nouveau régime, l'État français, appelé aussi « régime de Vichy ». Il collabore avec l'Allemagne nazie et développe une idéologie nommée « Révolution nationale ».

Suppression de la République et de ses valeurs

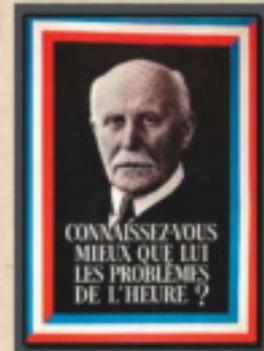
Ce régime autoritaire réduit les libertés fondamentales et interdit droit de vote, syndicats et droit de grève. Il contrôle les journaux et la radio de façon drastique, ainsi que les organisations pour la jeunesse. Les Anglais sont désignés comme des ennemis. Les résistants sont traqués, ainsi que les Juifs, les communistes et les francs-maçons, qui sont déclarés responsables de la défaite.

Une devise : « Travail, Famille, Patrie »

Pétain estime que les Français sont dans un terrible état de délabrement moral. Il veut régénérer le pays en se tournant principalement vers les enfants, les adultes étant « irrécupérables ». Il considère aussi que seul l'homme, le « chef de famille », doit travailler, tandis que la femme doit rester au foyer et faire au moins trois enfants. Pétain glorifie le travail traditionnel tels celui de la terre et l'artisanat



Ci-contre : Pour vanter la « Révolution nationale », l'un des fleurons de la France est symbolisé d'une étoile de David.



Pétain développe un culte de la personnalité et se montre rassurant ou autoritaire.

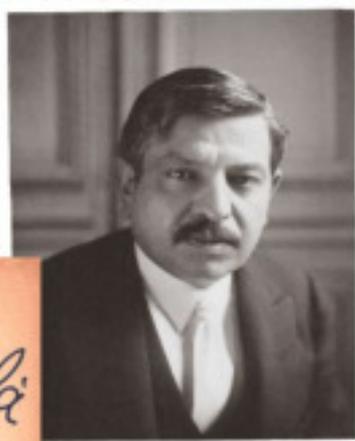
et rejette toute modernité culturelle, surtout celle venant des intellectuels ou des villes. Chacun sera aussi cantonné dans sa condition sociale. Le pays travaille, mais principalement au bénéfice de l'Allemagne.

Une politique antijuive

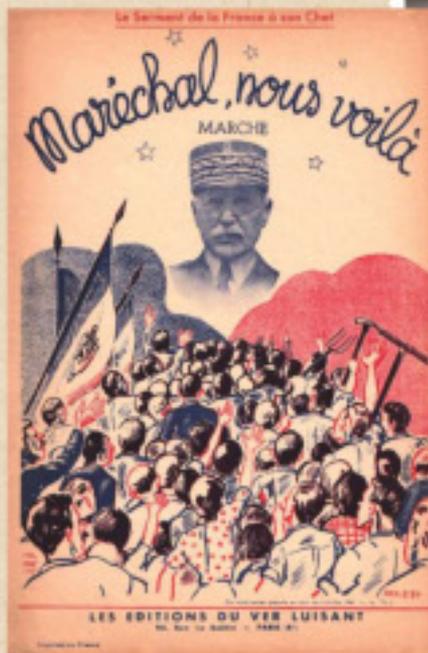
Dès 1940, « Vichy » devance les demandes des nazis en interdisant aux Juifs de nombreuses professions et, en 1941, les oblige à se recenser auprès de leur mairie. Le Commissariat général aux questions juives détermine qui est juif et qui ne l'est pas, et écarte les Juifs de l'économie du pays en les dépossédant de leurs biens. Des lieux sont interdits aux Juifs, et en 1942, leurs enfants sont interdits dans les écoles.

Pierre Laval

En avril 1942, Pierre Laval, devenu chef du gouvernement, pousse Pétain plus loin dans la collaboration. Il souhaite la victoire de l'Allemagne, incite les ouvriers français à y travailler, ordonne rafles et livraison des Juifs aux nazis, et bientôt, il créera une milice française qui pourchassera les résistants avec férocité.



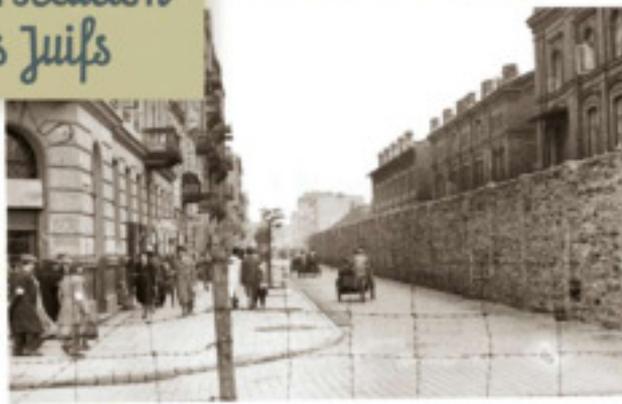
Ci-dessus : portrait de Pierre Laval.



Cet hymne est un élément majeur de la propagande de Vichy.



La persécution des Juifs



Ci-contre : Le ghetto de Varsovie en Pologne.

Ci-dessous : Un camion servant à asphyxier les victimes.



L'année 1942 voit une véritable escalade dans la persécution des Juifs. Les nazis planifient un des plus grands crimes de tous les temps, qu'on appellera la Shoah. L'extermination systématique des Juifs fera près de six millions de victimes. Les nazis massacrent aussi les populations tsiganes.

De 1933 à 1941

Dès son arrivée au pouvoir en 1933, Adolf Hitler et son parti nazi mettent en pratique leur programme antisémite. L'hostilité et le racisme envers la population juive se traduisent par des lois antijuives, un boycott économique, des incitations à quitter le pays, des violences ; notamment lors de la « Nuit de cristal », en 1938, avec de nombreux assassinats et des destructions de synagogues et de commerces. L'Allemagne nazie poursuit ces actes dans les territoires qu'elle envahit. Ainsi, en Pologne, en 1939, les Juifs sont rassemblés dans des ghettos. Ce sont des quartiers de ville isolés par des barbelés. On y vit à l'étroit et avec peu de nourriture. On y meurt beaucoup. En 1941, en Union

soviétique, les Einsatzgruppen, des groupes spéciaux allemands, massacrent un million de Juifs au fusil. C'est ce qu'on appellera la « Shoah par balles ». À l'automne 1941, à Chelmno, en Pologne, les nazis créent le premier camp d'extermination. Les Juifs sont asphyxiés avec le monoxyde de carbone que produisent les échappements des camions.

1942, vers une « solution finale »

C'est le 20 janvier 1942, lors de la « conférence de Wannsee », un quartier de Berlin, que les dirigeants nazis décident et planifient « la solution finale à la question juive ». L'objectif

est de supprimer tous les Juifs d'Europe. Ils sont environ dix millions. Pour y arriver, de nouveaux camps d'extermination seront construits. Celui d'Auschwitz sera le plus célèbre. Une méthode plus rapide que les gaz d'échappement doit être imaginée, ce seront de fausses salles de douches qui diffuseront un gaz mortel, le Zyklon B. Les corps ne seront plus enterrés mais incinérés dans des fours construits à proximité des douches.

Portrait d'Adolf Eichmann, le responsable de la logistique de la « solution finale ».



Land	Zahl
A.	
Altreich	131.800
Ostmark	47.700
Ostgebiete	420.000
Generalgouvernement	2.284.000
Bialystok	400.000
Protectorat Böhmen und Mähren	74.200
Estland - judenfrei	
Lettland	3.500
Litauen	54.000
Belgien	45.000
Dänemark	5.600
Frankreich / Besetztes Gebiet	165.000
Griechenland	700.000
Niederlande	69.600
Norwegen	160.000
	1.500
B.	
Bulgarien	48.000
England	330.000
Finnland	2.300
Irland	4.000
Italien einschli. Sardinien	58.000
Albanien	200
Kroatien	40.000
Portugal	3.000
Rumänien einschli. Bessarabien	342.000
Schweden	8.000
Schweiz	18.000
Serbien	10.000
Slowakei	88.000
Spanien	6.000
Türkei (europ. Teil)	55.500
Ungarn	742.800
UdSSR	5.000.000
Ukraine	2.994.684
Weißrussland einschli. Bialystok	446.484
Zusammen: Über	11.000.000



Ci-contre : La liste des Juifs d'Europe à exterminer établie suite à la conférence de Wannsee.

Ci-dessus : Vue du camp d'extermination d'Auschwitz.



Les Juifs arriveront de tous les pays d'Europe en train. Certains seront épargnés, mais destinés à être exploités pour des travaux utiles aux nazis. Le but est qu'à terme ils trouvent la mort par épuisement.



À gauche : L'exposition « Le Juif et la France » ne remportera pas le succès escompté.



Les Juifs de France

La politique de collaboration de Pétain a exclu les Juifs de la société française et les a ainsi démunis de protection. Le « second statut des Juifs » les prend au piège en les obligeant à se faire recenser auprès de leur mairie. Globalement, les populations françaises et belges de l'époque apprécient peu les Juifs, sans pour autant leur être réellement hostiles. Toute une propagande, dont le point culminant sera l'exposition prétendument scientifique « Le Juif et la France », tente de démontrer le danger que représentent les Juifs, et ainsi de légitimer le bien-fondé des mesures discriminatoires à leur égard. Mais les Français ne seront pas dupes de telles caricatures et, même si certains d'entre eux dénonceront des Juifs, beaucoup d'autres les aideront. Le premier convoi de déportés juifs partira de France pour Auschwitz le 27 mars 1942. Il y en aura en tout 79.

la noire et la rouge. Depuis, notamment grâce à la génétique, on a pu démontrer qu'il n'existe qu'une seule race humaine, dont le berceau est l'Afrique. L'homme a ensuite migré, colonisé la terre et, au fil de deux millions d'années, s'est adapté. C'est lors du procès de Nuremberg que le droit utilisera pour la première fois le terme de « crime contre l'humanité ».

Au terme du conflit, les deux tiers des Juifs d'Europe avaient été massacrés. En France, 75 % de la population juive a malgré tout pu survivre à la guerre. Grâce à leur combat d'abord, mais aussi grâce à l'aide de la population française et de la Résistance. L'une des principales motivations de ces Français qui agissent était d'apporter de l'humanité dans une période où le monde en manquait.

Crime contre l'humanité

Après la guerre, les principaux dirigeants nazis seront jugés lors du procès de Nuremberg. Il se déroulera symboliquement dans la ville où les nazis avaient adopté en 1935 des lois raciales devant protéger la pureté de leur soi-disant race aryenne : les lois de Nuremberg. À l'époque toutefois, tout le monde croit encore en l'existence de quatre races : la jaune, la blanche,

À droite : Juifs en tenue de prisonnier.



Le portail de l'entrée du camp avec l'inscription « Le travail rend libre ».



Les Juifs qui n'étaient pas assassinés immédiatement recevaient un numéro tatoué sur leur bras gauche.



1942, l'année des grandes rafles

En 1941, trois grandes rafles dans Paris inaugurent les arrestations massives de Juifs qui culmineront en 1942.

Les rafles de 1941

La « rafle du billet vert » fut la première grande rafle qui vit l'arrestation de 3 747 Juifs étrangers le 14 mai 1941. En août, ce sera le tour de 4 232 Juifs, dont environ 1 500 Français. Le 12 décembre 1941, la « rafle des notables » emporte 743 Juifs français chefs d'entreprises, économistes, intellectuels... Ces rafles sont commanditées par l'officier SS Theodor Dannecker, le représentant à Paris d'Adolf Eichmann. Les Allemands se font aider par des polices locales. Les Juifs sont internés dans d'anciens camps de prisonniers. Ils seront déportés dans les camps de la mort en 1942.

La rafle du Vélodrome d'Hiver, 16 et 17 juillet 1942

Les grandes rafles de 1942 feront l'objet de tractations entre les nazis et les Français Pierre Laval, chef du gouvernement, et René Bousquet, chef de la police. L'objectif de la « rafle du Vél d'Hiv » fixé par les Allemands était de 22 000 Juifs étrangers. 4 500 policiers français et 50 autobus sont mobilisés. Le fichier de recensement des Juifs voulu par Vichy est utilisé. 13 152 personnes seront arrêtées, dont une majorité de femmes et d'enfants. Ils seront parqués durant six jours dans le Vélodrome d'Hiver, dans des conditions inhumaines. Ils seront ensuite déportés et assassinés à Auschwitz. Alertés par des militants juifs, des rumeurs persistantes ainsi que par quelques policiers désobéissants, beaucoup de Juifs avaient quitté leur domicile, empêchant l'objectif des 22 000 arrestations.

Rafles en zone non occupée

Du 26 au 30 août 1942, des rafles d'initiative française s'opèrent dans les villes de zone non occupée. 6 584 Juifs étrangers ou apatrides sont livrés aux nazis, qui les déporteront vers Auschwitz. Les Juifs déjà internés dans des camps de zone non occupée sont également livrés.

Les anciens camps pour prisonniers de Fithiviers (ci-dessous) et de Beaune-la-Rolande (à droite) furent transformés en camps d'internement pour Juifs.



Le camp de Drancy, à l'est de Paris, a été pendant trois ans le principal lieu d'internement avant déportation vers Auschwitz.

Un apatride est quelqu'un qu'aucun État ne considère comme son ressortissant. Vichy s'est donné le droit, le 22 juillet 1940, de pouvoir réviser les naturalisations accordées depuis 1927. Plusieurs milliers de Juifs deviendront ainsi apatrides. Ils seront déportés avant les Juifs français. Ces rafles en zone non occupée ne seront commémorées que tardivement et demeurent d'ailleurs assez méconnues.

Pour en savoir plus, nous vous conseillons l'ouvrage *Les Juifs de France dans la Shoah* de Jacques Fredj, une publication Gallimard/Mémorial de la Shoah.

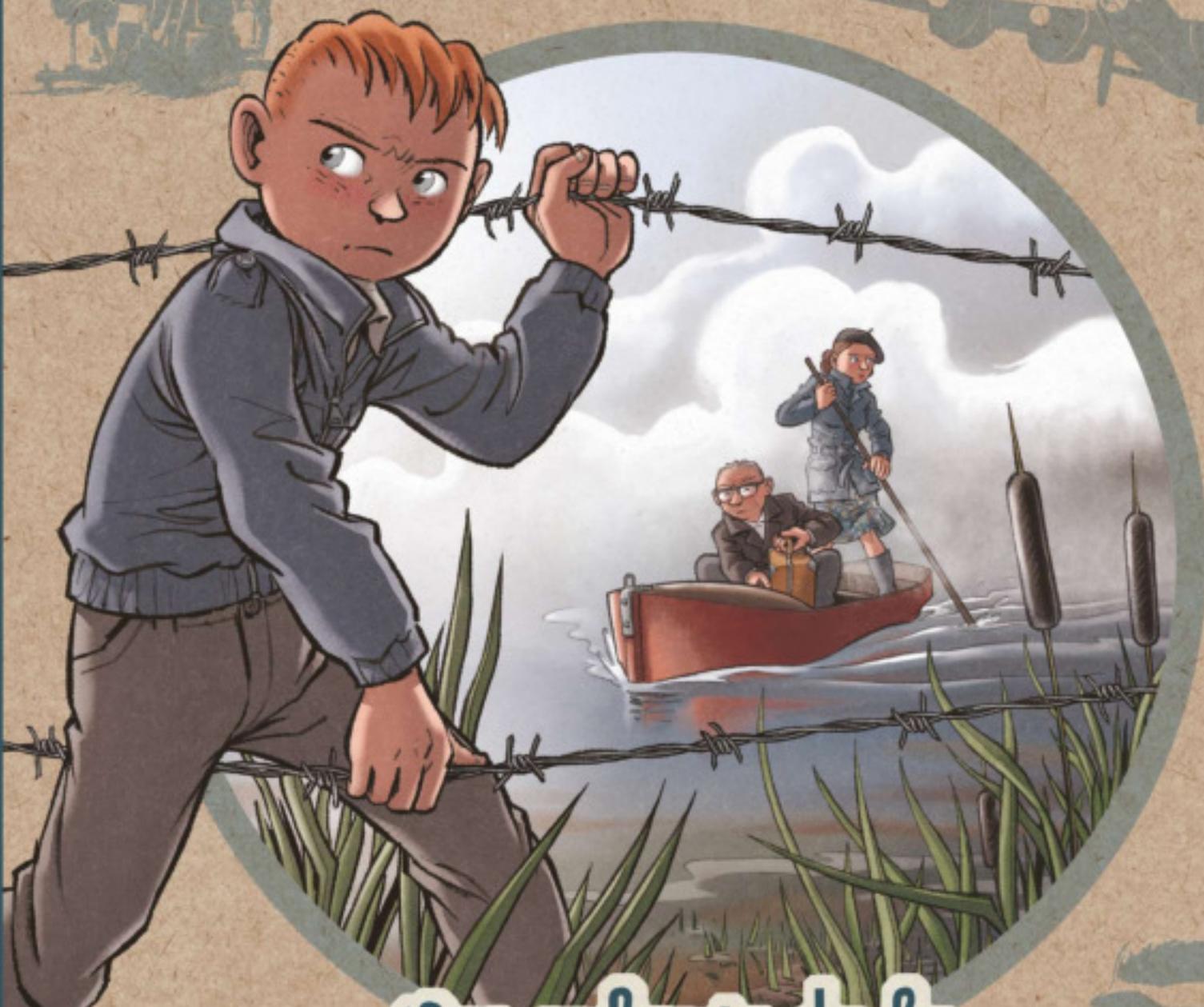
Les Juifs quittent les bus et entrent dans le « Vél d'Hiv ».



Ci-dessus et ci-dessous : Embarquement de Juifs dans des wagons.



BENOÎT ERS & VINCENT DUGOMIER



Les enfants de la **RÉSISTANCE**

5. LE PAYS DIVISÉ

LE LOMBARD



Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier



CI-contre : File au poste de Moulins dans l'Allier.



La ligne de démarcation

Cette ligne, véritable frontière intérieure, divise la France en deux zones principales. Bien gardée, elle est difficile à franchir et complique le quotidien de beaucoup de Français, mais aussi le travail de la Résistance.

La création de la ligne

À la signature de l'armistice, le 22 juin 1940, l'Allemagne nazie impose la ligne de démarcation à la France vaincue. La zone occupée par les Allemands est au nord. Les principales ressources agricoles et industrielles du pays s'y trouvent. Pour des raisons de défense militaire, les Allemands occupent aussi la côte atlantique. La zone libre, non occupée, est au sud. Elle est restée française et on y trouve Vichy, la ville capitale de l'État français dirigé par le maréchal Pétain et son gouvernement qui collabore avec l'Allemagne nazie — par habitude, l'État français durant cette période est souvent surnommé « Vichy ». La zone libre est volontairement appauvrie économiquement par l'occupant pour qu'elle vive sous le chantage permanent d'une fermeture totale de la ligne ou de l'invasion entière de la France.

Treize départements divisés

Petit à petit, la ligne de démarcation est fortifiée. Il faut un laissez-passer — *ausweis* — pour la franchir et les fraudes sont

punies de mort par les Allemands. Treize départements sont coupés par la ligne, ce qui complique la vie de milliers de Français et affaiblit cette zone frontalière, car toute l'administration est fortement désorganisée. On rencontre, au début surtout, des situations invraisemblables comme, par exemple, une impossibilité pour un ouvrier de se rendre à son travail ou pour un agriculteur d'avoir accès à une partie de ses terres, une incapacité pour la police d'intervenir dans des zones isolées d'un département ou pour un retraité de toucher sa pension. Le commerce est aussi très fortement perturbé. La vie est donc très différente selon qu'on réside en zone occupée ou libre, mais aussi, à proximité de la ligne.

Les passeurs

Les résistants en mission ou les Juifs fuyant les persécutions nazies n'ont pas d'*ausweis*, ils doivent alors franchir la ligne de façon clandestine. Interviennent les passeurs, qui sont souvent des gens du cru. Ils inventent des cachettes dans des voitures ou des trains. On passe de nuit à travers champs ou en franchissant les rivières, qui servent souvent de frontières naturelles. Certains sont des passeurs professionnels agissant sans scrupules et à vil prix, mais la plupart sont des résistants ou de simples quidams mus par leur humanité.

Soldats allemands à la recherche de caches lors du passage de la ligne.



Ausweis qui permet de franchir la ligne.





Ci-dessus : La carte du débarquement en Afrique du Nord.

À gauche : Les zones d'occupation italienne de juin 1940 à novembre 1942. Elles concernent 850 km² et 28 000 habitants.

devenir aussi totalement allemande. La zone administrée depuis Bruxelles, incluant les départements du Nord et du Pas-de-Calais, était gouvernée par un officier allemand au même titre que la Belgique. Pour être complet, l'Italie — alliée aux nazis — occupe quelques zones depuis juin 1940 le long de la frontière franco-italienne, non dessinées du fait de leur petite taille. La ville de Menton devient italienne et la pratique de l'italien y est obligatoire.

Les autres zones

Comme vous pouvez le voir sur la carte en début d'album, il existe d'autres zones. Il y a les zones interdites le long des côtes pour raisons stratégiques. De là devait partir l'invasion allemande vers l'Angleterre. Et c'est le long de ces côtes que les nazis se protègent d'un éventuel débarquement allié. Les zones annexées par l'Allemagne en France sont l'Alsace et la Lorraine. La pratique de la langue allemande y est obligatoire dans l'administration et à l'école, et la population est poussée à adhérer aux idées du parti nazi. Quant à la zone de peuplement allemand, elle doit, à terme,

La fin de la zone libre

Le débarquement allié anglo-américain en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, provoque l'invasion de la zone libre par les Allemands, le 11 novembre 1942. Les Allemands veulent se protéger des Alliés qui pourraient débarquer d'Afrique du Nord par la côte méditerranéenne. La France est maintenant totalement envahie. La zone libre est rebaptisée « zone sud ». La ligne de démarcation reste en place de façon stricte jusqu'au 1^{er} mars 1943. L'Italie profite de cette invasion pour occuper une grande partie du sud-est de la France (voir la carte en fin d'album cette fois), ainsi que la Corse. La ligne de démarcation ne disparaîtra pas complètement et restera un handicap pour le pays jusqu'à la Libération.



Le débarquement en Afrique du Nord le 8 novembre 1942.



La Résistance et la fin de la zone libre



L'invasion totale de la France en novembre 1942 change la donne pour la Résistance et provoque de nouvelles vocations. Le général de Gaulle, qui appelle à résister depuis Londres, avance non sans mal dans son travail d'unification.

Portraits des chefs des trois principaux réseaux de la zone libre.
   gauche : Henri Frenay (Combat). Au milieu : Jean-Pierre Lévy (Franc-Tireur).
   droite : Emmanuel d'Astier de Vigerie (Libération-Sud).

L'armée entre en Résistance

Depuis l'armistice du 22 juin 1940, des militaires français refusant la défaite résistaient en zone libre (caches d'armes, renseignements...), mais ce n'était pas une généralité. Après l'invasion de la zone libre en novembre 1942, Hitler fait dissoudre la petite armée française que les clauses d'armistice autorisaient. Ceci accroît l'entrée en résistance de militaires qui créent, le 31 janvier 1943, l'Organisation de résistance de l'armée, l'ORA. Mais ces soldats ne sont pas partisans de de Gaulle qu'ils désapprouvent. Ils se réclament du général Henri Giraud qui, depuis son évasion spectaculaire d'Allemagne et son retour dans la clandestinité en France, fait office de rival pour représenter la France en lutte. Giraud est en résistance, mais sans désapprouver Pétain et Vichy. De Gaulle parviendra à dépasser ce rival qui finalement se ralliera à lui.

Les pas vers l'unification de la Résistance

Jean Moulin (voir le dossier du tome 4) est le délégué civil et militaire pour la zone libre du général de Gaulle. Envoyé en France, il poursuit le long travail d'unification de la résistance civile.

Par exemple, en septembre 1942, les trois réseaux importants de la zone libre coordonnent leurs branches spécialisées dans l'action militaire dans une unité de combat : l'Armée secrète, l'AS.    la fin de la zone libre, ces mêmes réseaux s'associent, le 26 janvier 1943, pour devenir les Mouvements unis de la Résistance, les MUR. Un pas de plus vers le Conseil national de la Résistance, le CNR.

Les difficultés

Le travail de Jean Moulin n'est pas simple. Il lui faut parfois des semaines pour entrer en contact avec des chefs de la Résistance, car tout le monde œuvre dans la clandestinité et doit se méfier de la police de Vichy et des agents nazis infiltrés qui traquent les résistants sans merci. Il y a aussi beaucoup de susceptibilités et de tendances politiques divergentes, même dans des réseaux qui se réclament de de Gaulle. La résistance communiste et les réseaux de la zone nord ne font pas partie des MUR, mais des contacts sont en cours. Certains réseaux resteront d'ailleurs indépendants jusqu'à la fin de la guerre, ainsi que ceux qui sont dirigés en direct par les services secrets britanniques.



   gauche : Le général Aubert Fr  re, le fondateur de l'ORA.
   droite : Le général Giraud. Préféré dans un premier temps par les Alliés, il perdra de son influence au profit du général de Gaulle.



Le refus de la désobéissance

Lors de l'invasion de la zone libre, l'amiral Jean de Laborde est le chef des forces de haute mer françaises à Toulon. Son supérieur, l'amiral Darlan (qui veut passer dans le camp des Alliés), lui ordonne d'appareiller avec la flotte de guerre afin de rejoindre les Alliés anglo-américains en Afrique du Nord pour continuer la lutte avec eux. De Laborde, aussi hostile envers les Allemands que les Britanniques, ordonne le sabordage de la flotte française. Quatre-vingt-dix navires sont détruits par les matelots français. Après la guerre, de Laborde sera condamné à mort, mais gracié. L'amiral Darlan, impliqué dans la politique de collaboration avec l'Allemagne (il a été chef du gouvernement du régime de Vichy de février 1941 à avril 1942), meurt assassiné un mois plus tard à Alger.

La Résistance en Corse

Baume au cœur après le sabordage de Toulon, trois sous-marins ont désobéi et rejoint l'Afrique du Nord. Le Casabianca, du nom d'un glorieux marin corse, est de ceux-ci. Il participera à la libération de l'île occupée par les Italiens. Dès le 14 décembre 1942, il dépose en secret un commando chargé d'organiser la Résistance en Corse. Le Casabianca apportera aussi du ravitaillement en hommes et en armes jusqu'à la libération de l'île en septembre 1943.

Le sous-marin Casabianca qui fit six voyages clandestins périlleux vers la Corse.



La rade de Toulon après le sabordage.

La Milice

C'est le 30 janvier 1943 que le régime de Vichy crée sa police politique, la Milice française. Même si les premiers mois, elle n'est pas armée, elle va devenir une unité paramilitaire de terreur. Elle aide la Gestapo — la police politique des nazis — à traquer les résistants, les Juifs, les communistes et les opposants à Vichy en utilisant les mêmes méthodes violentes. Son chef est le chef du gouvernement, Pierre Laval, et son commandant, Joseph Darnand. La Milice est soutenue par le maréchal Pétain.



Ci-contre : Les miliciens français et leurs uniformes noirs deviendront vite sinistrement connus. Ceux-ci sont déjà armés.

Au milieu : Le drapeau des miliciens arborent le symbole gamma.



Les liaisons radio

Le développement lent et périlleux des premières liaisons radio a été décrit dans le dossier de l'album précédent. L'année 1943 voit l'amélioration d'une situation critique.

Les sauts qualitatifs

La proportion de décès des opérateurs radio (surnommés les pianistes) est dramatique, mais diminuera sans cesse au fil du conflit. Fin 1942 arrive le poste B2 moitié moins lourd, et donc plus mobile que le B1 utilisé dans cet album. En 1943, il y a plus de personnel qualifié à Londres pour réceptionner les messages des pianistes qui opéraient parfois dans le vide, et l'Afrique du Nord devient un centre d'écoute supplémentaire. Le service Wireless Transmission installé par Jean Moulin est remplacé par le plan Electre de Jean Fleury, au mode opératoire plus sécurisé. En 1944, c'est simplement la quantité d'émetteurs en opération en France qui noie les Allemands dans leurs recherches.

Le repérage

L'opérateur est le seul résistant à avoir un contact direct avec Londres. Privilège revigorant en ces temps sombres, mais qui le fait repérer immédiatement par l'ennemi. Les Allemands utilisent pour cela un camion de goniométrie de la Funkabwehr (branche radio du contre-espionnage militaire allemand) et les postes de goniométrie fixes de Nantes, Munich ou Hambourg. Les postes fixes réalisent une triangulation, chacun traçant sur une carte une ligne qu'il a repérée avec son goniomètre et le camion affine la recherche. Le pianiste se situe dans ce triangle qui rétrécit au fil des minutes, indiquant à l'occupant où lancer ses troupes d'intervention. Le rôle des auxiliaires est alors déterminant, car le pianiste, casque sur les oreilles, n'entend rien de ce qui se passe autour de lui.

REXNG - REDUS - DUEAI - OSSEI -
 YBES - OIIFU - RBEVU - CIADT -
 AEEI - JTLCT - EGVEE - BTCPJ -
 NIEP - MUNPB - PRILE - XUUTE -
 MFNM - ELDII - DPIDR - CTAUN -
 DAIAS - EEEER - ITIIN - ESSSH -
 IDAI - QSSSE - SEDIU - RRCTR -
 DPABI - VUTAS - LIEDG - DEGAP -
 XQOAS - MIEUA - LRINX - CRTTE -
 OAMYC - QENCA - FIETI - TSEMS -
 SNSN - OUDNN - EUUAR - SOEIA -
 HUEAI - ARES - IRFQA - RRVLZ -
 UNHIN -

O I P D T AA HESTOIRE IDIOTE ET PENIBLE MAIS SI HEUR
 EMBRASSER BB FUNIEUX AVOIR PERZU GIN EO COURRIER MAI
 EU APAIRE CONTRE VINGT CINQ SS ET UIX VIPERES CC LES
 NENE ROULES DD PAS RIT QUI JETAIS EE ILS IGNORENT C
 DAIC MAIS LE CONNAISSEST PHYSIQUEMENT A SUIVRE B J



À gauche :
 La radio anglaise
 fait aussi passer
 des messages
 à l'aide de phrases
 surréalistes et
 compréhensibles
 par le destinataire
 uniquement.

À gauche : Message codé avec le système de la double transposition.

À gauche en bas : Message déchiffré à Londres. Les fautes sont intentionnelles pour attester que l'opérateur a émis en liberté.

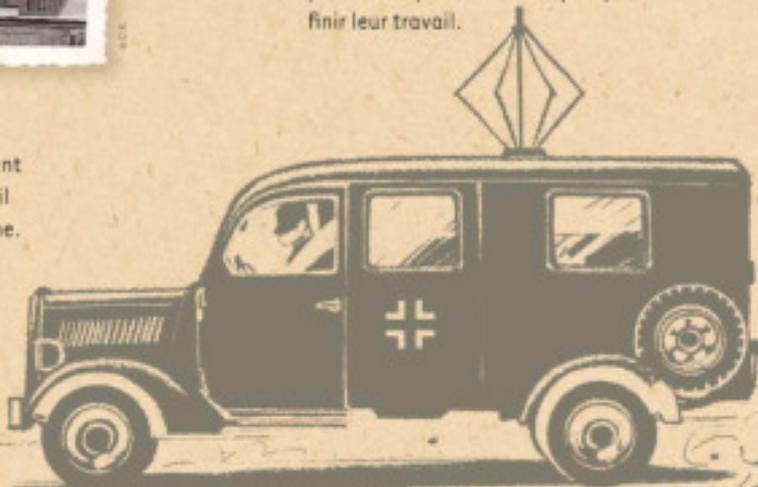
Ci-dessous : Le poste émetteur-récepteur MKII dit B2, de 10 kg, mis au point par les services secrets britanniques, a été le modèle le plus répandu pendant la guerre.

© Musée de la Résistance nationale, Champigny.



La double transposition

C'est le nom du système de codage utilisé pour que l'occupant ne comprenne pas les émissions. Il faut vingt minutes pour transformer à deux reprises un message en une série de lettres incompréhensibles. Une grille et deux phrases clés, seulement connues de l'opérateur et de Londres, sont nécessaires. Les machines de décryptage allemandes ayant réussi à casser le code en quelques mois, le « système A-Z », à clé de codage à usage unique, sera alors utilisé. Il restera inviolé. Mais l'absence d'une seule lettre ou l'interruption de l'émission rend tout le message intraduisible, ce qui incite les pianistes à prendre des risques pour finir leur travail.



L'Occupation après 2 ans et demi

Alors qu'une issue favorable du conflit semble encore lointaine, le quotidien des Français est de plus en plus pénible.

Les privations

Les restrictions rythmeront quatre années d'occupation de façon cruelle. Mais avec les tickets de rationnement instaurés dès septembre 1939 et le retrait des derniers en vigueur en décembre 1949, les Français connaîtront en réalité dix années de manques ! Chaque citoyen, classé par Vichy en fonction de ses besoins énergétiques (âge, sexe, métier), reçoit sa ration correspondante, mais qui ne représente que la moitié des calories quotidiennes vitales. Le pays, faut-il le rappeler, est pillé par les nazis. Débrouillardise et inventivité sont donc de mise. Potagers et élevages s'improvisent un peu partout, même en ville. Le marché noir — trafic clandestin de marchandises — se développe. Les produits sont de mauvaise qualité et les ersatz — produits de remplacement — arrivent. Du café est fabriqué à base de glands. Du poivre est fait de cendres. La farine est allongée avec de la farine de fèves et parfois de la sciure de bois. Le rutabaga, sorte de navet réservé au bétail, remplace la pomme de terre. Il y a aussi pénurie pour les habits, les combustibles, les savons...

Les bombardements alliés

Les Français vivent dans la terreur du passage des bombardiers anglais ou américains. Ils les entendent



Ci-dessus : Bombardement d'usines à Courbevoie, au nord de Paris. En haut de la photo, on distingue des bombes qui viennent d'être larguées.



Les nouveaux comportements alimentaires encouragés par Vichy n'aideront pas sa popularité.



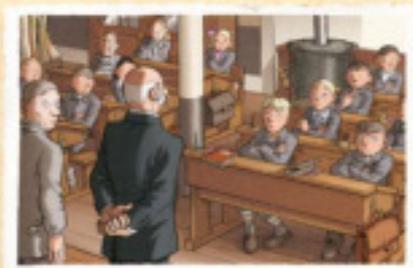
Tickets de rationnement.

arriver de loin, car leur vol est assez lent et très bruyant, puisqu'ils volent par groupes compacts. En ville, dès les premiers appels des sirènes, la population court aux abris. Les bombardiers visent des objectifs stratégiques : ports, gares de triage, usines, centrales électriques... Hélas, les chapelets de bombes, lâchés à haute altitude, touchent souvent les quartiers alentour. Au terme du conflit, 75 000 civils auront ainsi perdu la vie en France. Le régime de Vichy élabore une propagande intense contre ces bombardements, puisqu'il a déclaré les Alliés ennemis. Jamais dans un conflit il n'y a eu autant de victimes civiles. Allemands comme Alliés bombarderont des populations de façon ouverte. Le but étant de briser le moral de son adversaire.



Ci-dessous : Affiche du régime de Vichy dénonçant les bombardements alliés.





À gauche : Dans ce livre, cadeau de Noël 1942, Pétain glorifie le don de sa personne en se comparant à un autre chef historique qui a fait confiance au vainqueur, Vercingétorix. Au milieu : Un des livres de la propagande de Vichy auprès des écoliers. À droite : Ces bons points récompensent les enfants tout en distillant les vertus promues par le régime de Vichy.

L'école à l'heure de Vichy

Afin d'installer son régime politique dans la durée, le maréchal Pétain développe une intense propagande destinée aux enfants. Pétain y cultive un véritable culte de la personnalité. Il s'y montre aimable tout en y imposant son esprit autoritaire. Les enfants sont vus comme l'avenir du pays, mais on leur demande aussi d'être les ambassadeurs de Vichy et de répéter les leçons moralisatrices et les bienfaits de la collaboration à la maison. Des ligues de loyauté sont créées, visant à faire des Français un peuple loyal et honnête. Il est du devoir du chef de ligue de dénoncer un membre fautif. Les enfants deviennent aussi une immense main-d'œuvre gratuite pour l'État français. Ils ramassent ferraille, papier, fruits sauvages, cuir, tissu, caoutchouc... ainsi que les doryphores, insectes nuisibles sur les récoltes. Une façon de faire sentir aux enfants qu'ils sont utiles à leur pays. L'école perd sa laïcité car des leçons de morale religieuse sont instaurées. Sont exclus de l'école : les instituteurs jugés trop laïcs ou restés fidèles à l'esprit républicain, les enseignants juifs et, en 1942, les écoliers juifs.

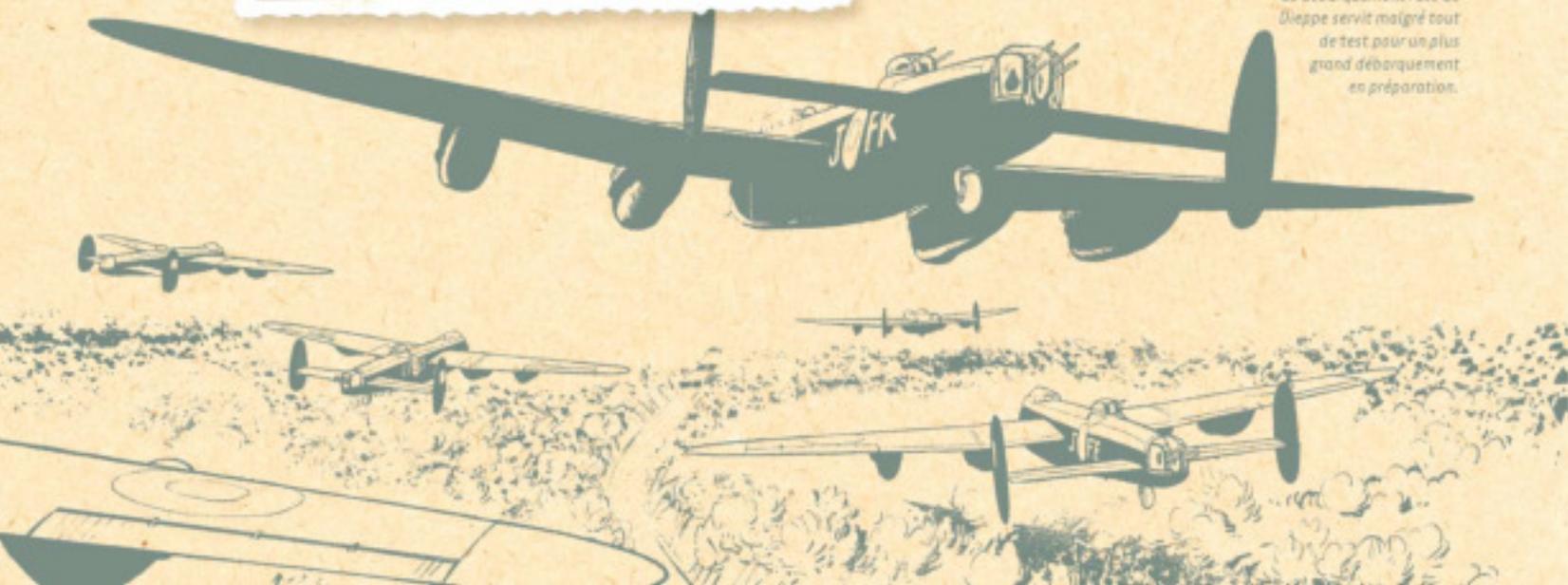
Des situations militaires nouvelles à la fin de 1942

En plus de l'Angleterre, l'Afrique du Nord devient un lieu de départ supplémentaire allié pour reconquérir l'Europe. Le régime de Vichy n'a maintenant plus aucune puissance : il a perdu son armée de la zone libre et sa flotte à Toulon, et désormais toutes les armées des colonies françaises d'Afrique ont rejoint la France libre et les Alliés. L'occupant allemand accentue le transfert de la main-d'œuvre française masculine vers ses usines. Les citoyens vivent dans un climat d'inquiétude, mais aussi d'espoir, car les Allemands reculent sur le front russe et ils ont perdu la bataille du désert en Égypte. Surtout, les Français savent que tôt ou tard les Alliés débarqueront pour libérer le pays, même si une tentative a tourné au désastre en Normandie, à Dieppe, le 19 août 1942. En effet, 8 000 hommes se lancent à l'assaut des plages, pour la plupart des Canadiens. La moitié d'entre eux mourront ou seront faits prisonniers. Le reste réussira à rembarquer.

Ci-contre : Pris dans l'hiver russe très rude et par une guerre de harcèlement inhabituelle dans une ville en ruine, les Allemands perdent pied devant Stalingrad.



Ci-dessus : Le débarquement raté de Dieppe servit malgré tout de test pour un plus grand débarquement en préparation.





Les enfants de la
RÉSISTANCE

Pour en savoir plus

Dossier rédigé par Dugomier

La jeunesse française dans la tourmente

Le STO, le Service du travail obligatoire, fut l'envoi forcé de milliers de jeunes Français vers des usines en Allemagne. Un choc immense pour la population. Une obligation de réagir pour la Résistance. Un discrédit de la politique de collaboration du maréchal Pétain.

Les besoins allemands en hommes

Dès le début de la guerre, l'Allemagne nazie a besoin d'une immense main-d'œuvre. Son industrie doit tourner à plein rendement, en général pour la fabrication d'armes, de munitions, d'uniformes et de véhicules de guerre terrestres, maritimes ou aériens. Or une majeure partie des jeunes ouvriers sont mobilisés dans l'armée. Au début de la guerre en mai 1940, l'armée allemande est composée de plus de trois millions d'hommes. Le 21 mars 1942, Adolf Hitler charge Fritz Sauckel, homme politique nazi, d'organiser la déportation des ouvriers d'Europe vers les usines allemandes. Il sera surnommé le « négrier de l'Europe ». Son représentant en France était le colonel SS Julius Ritter que la Résistance exécutera en septembre 1943.

Avant le STO

Peu après la signature de l'armistice en juin 1940, des ouvriers français partent travailler en Allemagne de façon volontaire. Ils sont plus motivés par les avantages financiers en ces temps



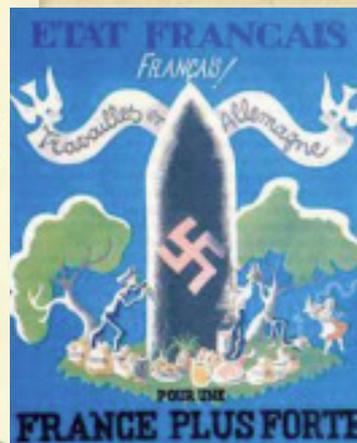
Ci-dessus : Propagande de Vichy pour la Relève.

À gauche : Fritz Sauckel lors du procès de Nuremberg qui jugea les criminels nazis. Il fut condamné à mort.



difficiles d'occupation que par l'idée de travailler pour l'ennemi. L'État français du maréchal Pétain, gouvernement situé à Vichy qui collabore avec l'Allemagne nazie, promotionne ce volontariat à l'aide d'une intense propagande à la radio, dans la presse et à l'aide d'affiches. Après l'entrée

en guerre de l'Allemagne contre la Russie en mai 1941, la demande d'ouvriers augmente. Au printemps 1942, le duo Fritz Sauckel/Julius Ritter réclame 250 000 travailleurs à la France. Ils imaginent, en collaboration avec le chef du gouvernement de l'État français Pierre Laval, le système de la « Relève » selon lequel un prisonnier de guerre français est libéré contre trois ouvriers volontaires pour le travail en Allemagne. Malgré la propagande du gouvernement de Vichy, les résultats sont faibles. À l'automne 1942, les demandes se transforment petit à petit en réquisitions.



À gauche, ci-dessus et ci-contre : Affiches du gouvernement de Vichy visant à encourager le départ pour le travail en Allemagne.

Le maréchal Friedrich Paulus signe à Stalingrad le 31 janvier 1943 la capitulation de la VI^e armée allemande.



Le STO

La solution est le Service du travail obligatoire, loi du 16 février 1943, qui concerne les Français nés entre 1920 et 1922. Toute la jeunesse est visée et pas uniquement les ouvriers, même si des motifs d'exemption existent : être inscrit à l'université, être mineur, agriculteur, policier ou autres métiers protégés. Avec le temps, les exemptions seront limitées. Le STO n'est pas ouvertement soutenu par Pétain, qui sait que cette mesure de son gouvernement est impopulaire, mais il ne le désavoue pas non plus. La police et l'administration françaises travaillent à la mise en œuvre du STO, mais aussi la milice française et l'armée allemande qui traquent les réfractaires. Le mot « réfractaire » définit les jeunes hommes qui refusent de travailler pour l'Allemagne. Une médaille sera créée après la guerre pour récompenser cette forme de lutte contre l'occupant. Enfin, des Français resteront en France, car déportés dans une des milliers d'entreprises du territoire qui travaillent pour l'occupant ou sur un des chantiers de l'« Organisation Todt ». C'est le nom du génie civil et militaire des nazis, qui a construit la ligne de fortification du mur de l'Atlantique, des bases de sous-marins, des pistes d'aviation pour la chasse allemande, etc.

Le tournant de Stalingrad

Sur le « front de l'Est », l'armée allemande s'affaiblit face à la Russie. Après une défaite à Moscou en décembre 1942, vient la capitulation du général allemand Paulus le 31 janvier 1943, suivie de la reddition de ses hommes le 2 février, mettant fin à la bataille de Stalingrad. Un immense revers pour l'Allemagne. Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande nazie, réagit en appelant à la « guerre totale ». Son discours fanatique donné au palais des sports de Berlin et retransmis à la radio est destiné à remobiliser la population allemande qui commence à douter de l'issue de la guerre. Les centaines de milliers de soldats morts, disparus, blessés ou prisonniers doivent être remplacés. Les derniers ouvriers allemands encore en fonction dans les usines doivent rejoindre l'armée et combattre. Les demandes en matière de main-d'œuvre étrangère augmentent de ce fait encore d'un cran. Fritz Sauckel réclame à la France 250 000 nouveaux travailleurs.



Affiche de recensement pour le STO.

La Résistance et le STO

L'Armée des ombres, comme on surnomme la Résistance, se trouve face à un problème gigantesque : comment venir en aide aux milliers de jeunes Français pris de façon si soudaine dans l'étau nazi ? Il y a aussi la bataille permanente pour gagner les faveurs de l'opinion publique que mène la Résistance contre le régime de Vichy. Le maréchal Pétain, qui avait annoncé à la signature de l'armistice qu'il avait fait à la France le don de sa personne pour atténuer son malheur, phrase répétée à maintes reprises dans ses ouvrages de communication, est désavoué. Sa politique de collaboration ne peut soulager le pays, bien au contraire. Chaque famille est impactée par le STO et la population, qui était jusqu'alors encore proche du maréchal, entre davantage en sympathie avec la Résistance. Celle-ci encourage surtout la désobéissance à tous les niveaux dans le but d'aider les jeunes à échapper à un départ vers l'Allemagne.

« Prendre le maquis » ?

Les maquis, groupes de résistants armés vivant dans la clandestinité, n'en sont encore qu'au tout début de leur création en février 1943. « Prendre le maquis » ne constitue donc pas



Cette affiche de propagande de Vichy qui représente les résistants comme des bandits illustre la lutte pour gagner les faveurs de l'opinion publique.

un refuge immédiat pour les réfractaires du STO. La Résistance intérieure, installée sur le territoire français, aimerait soutenir et accélérer la création des maquis. Les réfractaires sont une opportunité pour gonfler les rangs, mais elle ne reçoit pas l'aide financière et matérielle de la France libre, c'est-à-dire la Résistance installée à Londres autour du général de Gaulle. Ce dernier sait que le projet de débarquement ne se fera pas durant l'année 1943, constituer des maquis est donc prématuré. Surtout s'ils sont de grande taille. Autre paramètre important, parmi la masse

de jeunes qui veulent échapper au STO, une majorité se cache sans avoir pour autant motivation à se battre. La Résistance reste toujours une activité marginale, même si la moyenne d'âge y est très basse. Beaucoup de réfractaires resteront cachés à leur domicile familial, dans des fermes isolées... Des petits maquis vont bien s'improviser çà et là du fait du STO, mais beaucoup ne tiendront pas. Toute vie clandestine, qu'elle soit combattante ou non, n'est possible qu'avec une aide extérieure importante.

La manifestation de Romans le 10 mars 1943. Photo prise par le journaliste Paul Deval.



Ce maquis de l'Yonne montre bien dans quelle précarité les maquisards vivaient, alors qu'elle date déjà de l'année 1944.



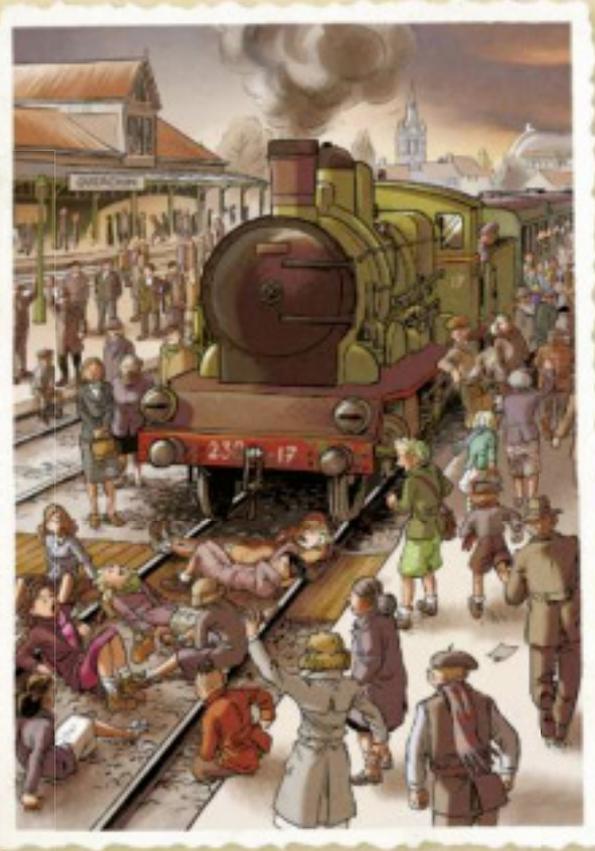
© DR.



À gauche : Monument commémoratif devant la gare de Montluçon.

Ci-dessous : La manifestation de Romans le 10 mars 1943. Photo prise par le journaliste Paul Deval.

© DR.



Romans et Montluçon, des exemples de désobéissance civile

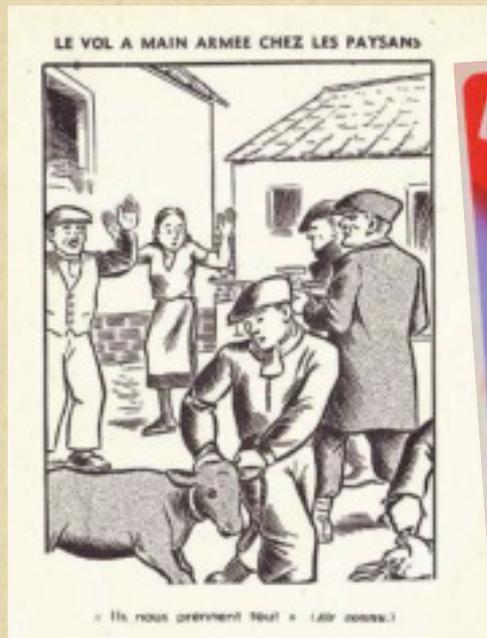
Les événements racontés aux pages 29 et 30 de cet album sont inspirés de faits réels qui se sont déroulés le 6 janvier 1943 à Montluçon (Allier) et le 10 mars 1943 à Romans (Drôme). Une partie de la population de ces villes – on parle de 3 000 personnes à Montluçon – envahit gares et passages à niveau pour empêcher des trains de déporter des jeunes requis du STO vers l'Allemagne. Des mères de famille se couchent sur les voies, on décroche les voitures et on fait sortir les ouvriers qui pour la plupart peuvent s'évader. On entend des « Vive de Gaulle ! » ainsi que la Marseillaise. Quelques manifestants sont arrêtés, mais la foule peut rentrer chez elle dans le calme. Dans ces deux villes, plaques et monuments rappellent ces beaux moments de désobéissance civile.

à ce parti et craint l'importance qu'il pourrait avoir au moment de la Libération. Par ailleurs, la Résistance a été initiée et structurée principalement en ville par des hommes et des femmes au niveau d'étude plutôt élevé, mais le STO va accentuer l'engagement des ouvriers dans la Résistance qui la marqueront de leurs idées. Quant aux fermiers, leur aide, spontanée mais aussi forcée, sera décisive dans la création et l'alimentation des maquis.

Le nouveau poids des ouvriers

Grâce à de grandes grèves durant l'année 1936 et à un gouvernement appelé « Front populaire » qui leur fut favorable, les ouvriers français ont enfin acquis plus de droits sociaux. La masse importante qu'ils représentent est désormais plus écoutée et davantage considérée par les politiciens qu'auparavant. Mais ils sont opposés à Pétain qui a supprimé le droit de grève et les syndicats. Le Parti communiste, parti le plus proche des ouvriers, est engagé dans la Résistance et veut naturellement aider les travailleurs pris dans la tourmente du STO. De Gaulle, par contre, est opposé

Affiche de propagande qui encourage les ouvriers à travailler en Allemagne afin de lutter contre le péril communiste.



Propagande de Vichy visant à stigmatiser la Résistance.



Les enfants cachés

Ce sont des enfants juifs qui ont été cachés pour être protégés de l'extermination systématique des Juifs d'Europe par les nazis. Cette extermination, appelée la Shoah, a fait six millions de victimes.



Enfants cachés par l'OSE, l'Œuvre de secours aux enfants.

Abandons volontaires

Comme les Juifs sont pris au piège presque partout en Europe, des parents abandonnent leurs enfants dans l'espoir qu'ils survivent. Au début, c'est l'improvisation qui prévaut. Peu avant une rafle, des parents confient leur enfant à un voisin. Parfois, l'enfant réussit à s'enfuir et sa survie dépend d'une rencontre. Heureusement, de bonnes âmes existent, mais il faut être plus efficace. Les abandons d'enfants vont progressivement être anticipés et organisés.

L'organisation des abandons

Cette action résistante, interdite et réprimée par l'occupant et par le gouvernement de Vichy, sera souvent tenue par des comités de protection de l'enfance, des associations catholiques ou protestantes, des œuvres de charité... ayant un fort réseau de solidarité. Des organisations juives se créent dans la clandestinité et agissent aussi. L'enfant doit changer d'identité

et apprendre son nouveau nom sans racine juive. Il doit embrasser provisoirement la religion catholique. Il est placé dans un endroit retiré, en général une ferme, mais aussi dans des orphelinats. Les hébergeurs sont souvent aidés en espèces ou en ravitaillement. Les enfants cachés vivent en sachant parfaitement qu'ils mettent en danger leur entourage protecteur car ils sont juifs. L'Italie fasciste ne persécute pas les Juifs et les zones occupées par l'Italie (voir la carte en début et en fin d'album) sont toujours à l'époque du récit de cet album les zones les plus sûres en France.

Les enfants cachés après la guerre

Bien peu ont pu retrouver un parent. Certains n'étaient que bébés lors de leur abandon. Orphelins après la guerre, ils ont dû changer à nouveau d'identité lorsqu'ils sont entrés dans une famille d'adoption définitive. Les enfants cachés ont donc connu des parcours de vie tout à fait particuliers et ont dû s'adapter à des situations exceptionnelles. Ils n'ont pas connu les camps de concentration, pourtant ils seront les derniers témoins de la Shoah puisqu'ils en sont les plus jeunes survivants.



À gauche : Denise Piernikarz, enfant juive cachée à Fougerolles du Plessis (Mayenne), pose avec le fils de sa famille d'adoption, Raymond Barbé.

Ci-dessous : Portrait de Boris Cyrulnik.

Ancien enfant caché et psychiatre célèbre pour avoir popularisé le concept de résilience qui est la capacité pour une personne de faire face aux épreuves de la vie et de rebondir ensuite.





Les zazous

Ils et elles ont entre 15 et 20 ans et défient par leurs excentricités l'univers moral, autoritaire et terne de l'Occupation. Une jeunesse contestataire qui deviendra du « poil à gratter » pour les nazis et le gouvernement de Vichy.



Ci-dessus : Zazous en rue. Date indéterminée.

À droite : L'étoile zazoue créée en réaction à la persécution des Juifs. Les zazous ne purent évidemment pas la porter pendant toute la guerre.

LES ENNEMIS DE LA VRAIE JEUNESSE



Caricatures anti-Juifs et anti-zazous publiées en octobre 1942 dans le journal collaborationniste Le Franciste.

Leur apparence

Elle est construite à contre-courant. Comme la mode pour les femmes est ample et cache les formes, les filles zazoues portent des habits courts et moulants. Les restrictions imposant des vestes courtes aux hommes, les garçons zazous s'équipent de blousons longs aux teintes colorées et à carreaux. Le parapluie modèle « Chamberlain », que le zazou n'ouvre jamais, ne relève pas que de l'anglophilie, il tourne aussi en dérision l'attitude de Neville Chamberlain, Premier ministre anglais d'avant-guerre. C'est un des détails qui montrent que si les zazous se moquent de tout, ils sont plus politisés qu'ils ne veulent l'avouer. Les cheveux sont longs, coiffés en l'air, alors que Vichy réclame des coupes courtes.

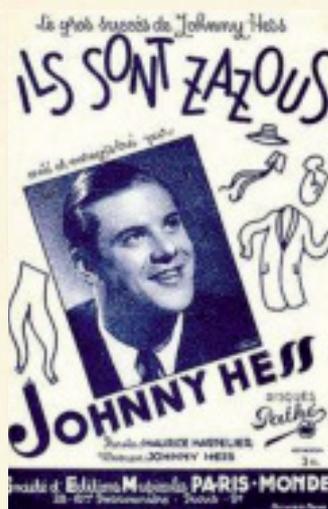


Caricature d'un zazou qui va être « remis au pas » par un milicien fasciste français.

Leur façon de vivre

Ils écoutent du jazz et dansent sur cette musique qualifiée de « nègre », car venant d'Amérique, et mal vue par l'occupant. Les zazous veulent vivre, s'amuser et n'acceptent pas que la guerre leur vole leur jeunesse. Ils vivent dans les grandes villes, surtout

Paris, mais le mouvement essaime un peu en province. Leur insolence et leur défi à l'autorité est une résistance à l'endoctrinement de Vichy. Nazis et vichystes ne les apprécient guère. Les mouvements de jeunesse des partis fascistes collaborationnistes français les traquent pour scalper leurs cheveux longs et, bien sûr, les passer à tabac. Ils ne sont pas aimés par les résistants non plus qui ne comprennent pas leur attitude dandy en apparence légère. L'acte zazou le plus



Un des hymnes de l'univers musical zazou.

percutant sera le port d'une étoile marquée « Zazou », « Swing » (la tendance de jazz préférée des zazous) ou « Goï » (qui veut dire « non-Juif ») en soutien aux Juifs qui se voient dans l'obligation de porter l'étoile jaune par les nazis. Un acte de rébellion, mais aussi d'éveil des consciences, qui sera sévèrement réprimé.

Des précurseurs ?

Esprits libres dans une époque sombre et dangereuse, les zazous constituent, avant les hippies ou les punks, la première jeunesse contestataire face à une culture dominante. Elle est aussi réunie par des codes vestimentaires précis ainsi que par un univers musical très défini.

À droite : En février 1943, en Tunisie, pour la première fois, des soldats américains luttent contre des soldats allemands. Ici, des soldats américains se déploient à Kasserine.

Ci-dessous : Il ne restera que 90 000 soldats allemands exténués et affamés sur les 400 000 de la VI^e armée du général Paulus défaite devant Stalingrad.

e D.R.



e D.R.

e D.R.

Début 1943, l'armée allemande perd son invulnérabilité

Après avoir volé de succès en succès, l'armée allemande enregistre ses premiers échecs importants alors que les Alliés et la Résistance s'organisent de plus en plus.

Un tournant

En février 1943, trois mois après avoir perdu face aux Anglais dans la bataille décisive d'El Alamein en Afrique du Nord, les Allemands sont défaits par les Russes devant Stalingrad. L'opinion publique allemande est ébranlée et commence à douter quant à l'issue positive de la guerre. Pour les pays occupés, c'est évidemment un espoir énorme. La défaite d'Hitler semble probable, mais la capacité de nuisance des nazis est toujours aussi importante, surtout après l'appel à « la guerre totale » de Goebbels. Les Français vivent dans l'attente interminable d'un débarquement car, si l'Allemagne est en passe de perdre définitivement la guerre en Afrique du Nord et si elle recule désormais sur le front de l'Est, il ne se passe toujours rien en France. À part bien sûr les bombardements Alliés, ainsi que le lent travail de sape de la Résistance.



La 1^{re} DFL, Division française libre du général Leclerc, se bat également aux côtés des Anglais et des Américains.

Mission « Arquebuse-Brumaire »

Dans le dossier du tome 5, nous parlons du travail d'unification de la Résistance en zone sud (voir sur la carte en début et en fin d'album pour situer les zones). Ce travail est à présent nécessaire en zone nord. C'est la mission « Arquebuse-Brumaire ». Pierre Dewavrin, dit colonel « Passy » (voir dossier du tome 3), et Pierre Brossolette endossent cette mission. Brossolette a été en cheville avec différents réseaux de la zone nord : Groupe du musée de l'Homme, Libération-Nord, Organisation civile et militaire, Confrérie Notre-Dame... Il occupe une librairie à Paris qui sert de « boîte aux lettres » et de lieu de réunion. Journaliste, Brossolette rédige des articles pour des journaux de la Résistance et, lors de ses passages à Londres, donne des discours à la BBC, la radio anglaise. Les deux hommes remplissent la mission « Arquebuse-Brumaire » à merveille, dernière étape vers le Conseil national de la Résistance qui sera créé en mai 1943. L'unification de la Résistance est enfin toute proche.



e D.R.

Arrêté en mars 1944, Pierre Brossolette se suicidera en sautant de la fenêtre de l'immeuble de la Gestapo à Paris afin de ne pas parler sous la torture.